



1^{er} procès-verbal du Conseil de ville / 1. Stadtratsprotokoll

Séance du jeudi 15 janvier 2015 à 18 heures

Sitzung vom Donnerstag, 15. Januar 2015, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Marc, Arnold Niels, Augsburger-Brom Dana, Baltzer Niklaus, Bohnenblust Peter, Bohnenblust Simon, Bord Pascal, Bösch Andreas, Brassel Urs, Briechele Dennis, Cadetg Leonhard, Dillier Adrian, Donzé Pablo, Dunning Samantha, Esseiva Monique, Fischer Pascal, Frank Lena, Freuler Fritz, Gonzalez Glenda, Grupp Christoph, Güdel Martin, Gugger Reto, Güntensperger Nathan, Gurtner-Oesch Sandra, Habegger Markus, Hadorn Werner, Hamdaoui Mohamed, Haueter Joël, Jean-Quartier Caroline, Känzig Urs, Kaufmann Stefan, Külling Urs, Löffel Christian, Morandi Marcel, Moser Peter, Ogi Pierre, Paronitti Maurice, Pauli Mélanie, Pichard Alain, Pittet Natasha, Rindlisbacher Hugo, Scherrer Martin, Schneider Sandra, Schor Alfred, Steinmann Alfred, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Sylejmani Ali, Tennenbaum Ruth, Thomke Friedrich, Trachsel Alessandro, Treu Hervé, Vuille André, Wendling Cécile, Wiederkehr Martin, Wiher Max

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Molina Franziska, Simon Fatima, Tanner Anna

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Erich Fehr, maire de Bienne

Conseillères municipales / Conseillers municipaux: Feurer Beat, Némitz Cédric, Schwickert Barbara, Steidle Silvia

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

-

Présidence / Vorsitz:

Suter Daniel, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Regula Klemmer, Secrétaire parlementaire

Affaires traitées / Behandelte Geschäfte**Page/Seite**

1.	Approbation de l'ordre du jour	3
2.	Communications du Bureau du Conseil de ville	3
3.	20140321 Places subventionnées dans des crèches privées / Crédit d'engagement	3
4.	20120263 Rue du Jura / Renouvellement du pont sur le canal de la Suze.....	12
5.	Motion 20140193, Andreas Bösch, Les Verts, "Placer l'industrie horlogère devant ses responsabilités"	15
6.	Motion interpartis urgente 20140262, Reto Gugger, PBD, André Vuille, PPB, Monique Esseiva, PDC, Alfred Schor, UDF, Peter Bohnenblust, FDP, "Préserver la rue Centrale en tant qu'axe de liaison central"	17
7.	Motion interpartis urgente 20140226, Peter Bohnenblust, FDP et Reto Gugger, PBD, "STADES: mise en place de caméras de surveillance dans les zones extérieures"	20
8.	Motivation de l'urgence de l'interpellation 20150032 "Existe-t-il une base légale réglementant l'accès de personnes externes à l'Administration ?"	23
9.	Motivation de l'urgence du postulat 20150030 "CFF: retour au système de tickets d'attente !"	23
10.	Motivation de l'urgence du postulat 20150031 "Locaux scolaires en nombre suffisant"	24
11.	Interpellation urgente 20140227, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, "Mandat cantonal pour l'antenne de l'intégration pour Bienne et sa région: qu'a fait la Direction de l'action sociale et de la sécurité (ASS)?"	24
12.	Interpellation urgente 20140228, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, "Aide sociale: où en sont les mesures annoncées?"	27
13.	Motion interpartis 20140132, Reto Gugger, PBD, Monique Esseiva, PDC, Leonhard Cadetg, FDP, Nathan Güntensperger, PVL, "Loyers conformes au marché pour les immeubles d'habitation municipaux"	31
14.	Postulat 20140130, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Signaler les intérêts!"	32
15.	Postulat 20140155, Daniel Hügli, SP, "Office de poste formateur bilingue à Bienne"	34
16.	Postulat 20140129, Urs Känzig, Groupe Les Verts, "Améliorer la sécurité sur le chemin de l'école"	35
17.	Interpellation 20140234, Hugo Rindlisbacher, Groupe UDC/Les Confédérés, "Location de bureaux et d'immeubles de la Ville de Bienne"	36
18.	Interpellation 20140235, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, "Commercialisation de notre région touristique Biel/Bienne"	37
19.	Interpellation 20140128, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, "Gens du voyage"	38
20.	Interpellation 20140158, Daniel Hügli, SP, "Autonomisation récente d'ESB – Perte claire de clients"	38
21.	Motion urgente 20140264, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, "Arborer les couleurs de Bienne à la faveur des nouveaux stades"	39
22.	Interpellation urgente 20140261, Leonhard Cadetg et Peter Bohnenblust, FDP, "Quelle est la capacité d'action du directeur de l'action sociale?"	40
23.	Motion d'ordre	45
24.	Nouvelles interventions	46

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à la première séance du Conseil de ville de l'année 2015. Je salue tout particulièrement deux nouveaux membres du Conseil de ville. Il s'agit de Madame Chantal Donzé, qui remplace Madame Monique Esseiva et nous rejoindra avec quelques minutes de retard ce soir et de Monsieur Urs Külling, qui remplace Monsieur Daniel Hügli. Je profite de cette première séance pour vous souhaiter à toutes et à tous une bonne et heureuse année.

Vous trouverez sur votre table:

- L'ordre du jour corrigé de la séance de ce soir

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé tacitement.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

3. 20140321 Places subventionnées dans des crèches privées / Crédit d'engagement

Pittet Natasha, au nom de la Commission de gestion: Le Conseil municipal présente aujourd'hui un projet visant à offrir 36 places subventionnées supplémentaires dans trois crèches privées. La situation actuelle est tendue. La Ville de Bienne dispose de 300 places subventionnées, dont 250 places dans les crèches municipales et 50 places dans les crèches Tutti Frutti et Étoile du Ried. Actuellement, 249 enfants sont inscrits sur une liste d'attente pour obtenir une place de crèche subventionnée. Aujourd'hui comme auparavant, la tâche principale des crèches est de garder les enfants pendant que leurs parents travaillent. Actuellement, des aspects bien plus importants encore pour notre société s'y ajoutent: contribuer à l'intégration linguistique et sociale des bébés et des jeunes enfants et assurer une certaine mixité sociale, au-delà des quartiers et de ce l'on appelait naguère les couches sociales. la Commission de gestion tient à rappeler qu'une place subventionnée n'équivaut pas à une place entièrement payée par la Ville. Comme vous l'aurez très certainement lu dans la presse, la famille disposant d'un revenu supérieur à 177'000 fr. n'obtient aucune subvention. À Bienne, 45% des enfants bénéficiant de subventions sont issus de familles qui payent le tarif minimal et bénéficient donc de la subvention maximale, alors que 5% payent le tarif maximal.

Dans les crèches de la Ville, la mixité sociale constitue donc déjà un état de fait. Rappelons aussi, que les barèmes pour les subventions sont fixés par le Canton. Dans ce contexte de liste d'attente et de manque de places et notamment aussi dans un souci de veiller à une meilleure intégration des enfants issus de familles allophones, la Ville de Bienne a demandé au Canton, en sa qualité d'autorité compétente en la matière, d'augmenter le contingent de places de crèches subventionnées à Bienne, de 300 à 336. 80% des frais de ces places sont couverts par le Canton et 20% par la Ville, soit 3'430 fr. par place. D'ailleurs, je vous rappelle que cette augmentation du nombre de places subventionnées a déjà été intégrée au budget 2015.

La Ville de Bienne n'a ni les moyens ni l'intention d'ouvrir de nouvelles crèches municipales et les locaux actuellement disponibles sont déjà utilisés à pleine capacité. Après l'octroi de ces 36 nouvelles places par le Canton, la Ville a souhaité conclure des contrats de prestations avec des crèches privées. De tels contrats existaient déjà auparavant avec les deux crèches privées Tutti Frutti et Étoile du Ried qui offrent presque exclusivement des places subventionnées. Ces contrats portaient déjà auparavant sur plusieurs années, bien que le financement était octroyé d'année en année par le biais du budget. La Ville a donc procédé à un appel d'offres pour ces 36 nouvelles places, en précisant les conditions règlementaires (qualification du personnel, nombre du personnel et exigence d'un bilinguisme de principe). Par contre, l'organisation des groupes était laissée à la liberté des crèches. Il a également été exigé que les crèches offrent au moins un nombre équivalent de places non subventionnées. Quatre crèches ont répondu à l'appel d'offres et trois ont été retenues: Kids au Lac, Ponticello et Kids&Co Boujean. Il était essentiel pour ces crèches de bénéficier de contrats portant sur plusieurs années, contrairement à la pratique antérieure, afin de pouvoir engager du personnel et établir leur budget sur la base du financement assuré pour plusieurs années. La Ville a ainsi conclu des contrats de prestations avec ces trois crèches, qui portent sur les années 2015, 2016 et 2017. Ces crèches accueilleront chacune 12 places subventionnées. Certaines de ces places existaient déjà auparavant en tant que places non subventionnées, alors que d'autres seront créées à cette occasion.

C'est en raison de la conclusion de ces contrats de prestations conclus pour plusieurs années, que la demande est présentée ce soir, bien que le Conseil de Ville ait déjà accepté les 400'000 fr. pour les places subventionnées pour 2015. Ce soir, il s'agit d'assurer par un crédit d'engagement le budget pour les trois années de validité des contrats, soit 2015, 2016 et 2017. Certains membres du Conseil de ville pourraient dire que dans le contexte actuel de l'assainissement des finances il est peu convenable de décider de nouvelles dépenses. Il peut à cet égard être rappelé, que la somme a déjà été allouée pour 2015 et que les contrats de prestations pourront, le cas échéant, être dénoncés pour 2018, si le Conseil de Ville décidait une baisse du nombre de places subventionnées.

Pour terminer, la Commission de gestion a quelques remarques concernant le rapport au Conseil de Ville, dont elle regrette qu'il soit si bref et peu détaillé. Il nous aurait semblé utile de rendre compte des différences entre les nouveaux contrats de prestations et les anciens conclus avec les crèches Tutti Frutti et Étoile du Ried. Le rapport aurait également dû rappeler la différence entre les coûts à la charge de la Ville pour 300 places et les coûts pour 336 places. Il est précisé que 336 places

coûtent la somme déjà votée pour 2015, à savoir 400'000 fr., mais nulle part ne figurent les frais d'un éventuel maintien à 300 places. C'est regrettable, car les chiffres du budget 2015, voté l'année dernière, ne sont plus en tête. Il aurait dû être précisé que place subventionnée ne signifie pas place entièrement à charge de la Ville. Sur les 402 enfants actuellement inscrits dans les crèches municipales, 187 paient le tarif minimum et 20 paient le tarif maximum. Il aurait été utile d'avoir cette information dans le rapport. La Commission de gestion attire l'attention du Conseil municipal sur le fait que la 3^{ème} colonne du tableau à la page 2 du rapport est intitulée nombre de places subventionnées et elle totalise 314 places et non 300. Quand j'ai posé la question concernant cette différence, le Département École et Sports m'a dit qu'il fallait déduire les 14 places non subventionnées de la 4^{ème} colonne. L'intitulé de la 3^{ème} colonne est donc faux. Malgré ces petites critiques de fond sur le rapport et non pas sur le projet d'arrêté, la Commission de gestion vous recommande d'accepter ce projet d'arrêté.

Dunning Samantha, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste se réjouit de la mise à disposition de nouvelles places de crèches subventionnées, d'autant plus que celles-ci seront financées à 80% par le Canton. Bien entendu, nous aurions préféré avoir un nombre plus élevé, étant donné que le nombre de places fixé ne pourra très certainement pas satisfaire les 249 enfants encore sur liste d'attente. Le Groupe socialiste approuve également que les places de crèche soient proposées dans des crèches privées. En effet, la mixité de places subventionnées et non subventionnées dans ces crèches favorisera la mixité sociale qui est primordiale pour éviter le ghetto. De plus, l'une d'entre elles a tissé des liens privilégiés avec des entreprises et une autre est implantée dans un home et tisse donc des liens intergénérationnels. Il est primordial que les crèches privées mettant à disposition des places subventionnées remplissent les mêmes critères de qualité que les crèches municipales (respect du bilinguisme et suffisamment de personnel qualifié et de places d'apprentissage). Cependant, le recours à des institutions privées résulte du manque de locaux et ceci nous inquiète beaucoup étant donné que ce n'est pas le seul domaine dans lequel la Ville de Bienne manque de locaux. Il serait temps de trouver une solution durable pour le manque de locaux dans la Ville de Bienne, que ce soit pour les crèches, pour les écoles ou pour les associations.

Le Groupe socialiste considère qu'une suppression de ces nouvelles places subventionnées en 2018, pour des raisons d'économies, serait paradoxale, alors que la demande risque encore d'augmenter dans le courant des prochaines années. D'ailleurs, rappelons que l'enfant n'est pas une affaire privée. Afin de pouvoir évoluer positivement, la société a besoin d'une collaboration entre l'État (par la mise à disposition d'infrastructures et de places de garde), le secteur privé (par la flexibilité des horaires et l'attribution de conditions de travail avantageuses) et les familles, qui jouent le jeu en travaillant et en recourant aux solutions de garde extrafamiliales. Pour cette raison, le Groupe socialiste recommande d'accepter le projet d'arrêté.

Gurtner-Oesch Sandra, Fraktion GLP: Ich hoffe, dass Kinder nach wie vor eine private Angelegenheit sind! Heute Abend wird vermutlich niemand ernsthaft anzweifeln, dass die Stadt für eine genügende Anzahl Kita-Plätze zu sorgen hat, damit Eltern ihrer Arbeitstätigkeit nachgehen können. Insbesondere in Zeiten eines Fachkräftemangels, der sich mit der Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative noch verstärken wird, sollten die Gemeinden aus Sicht der Fraktion GLP alles daran

setzen, um die Nachfrage nach Kita-Plätzen befriedigen zu können, damit möglichst beide Elternteile im Arbeitsmarkt verbleiben. Es stimmt die Fraktion GLP nachdenklich, dass in Biel über 250 Kinder auf einen Krippenplatz warten. Unternimmt die Stadt wirklich alles, um dieser Nachfrage gerecht zu werden? Welchen Nutzen hat die Stadt, wenn in drei weiteren Kitas subventionierte Krippenplätze angeboten werden? Ich glaube nicht, dass dadurch auch nur ein neuer Betreuungsplatz geschaffen wird. Die 36 betroffenen Plätze werden heute grösstenteils von den Eltern finanziert. Neu sollen sie durch die Stadt subventioniert werden, wodurch sie Eltern, die auf einen subventionierten Platz warten, zur Verfügung stehen. Dieses Ziel kann die Fraktion GLP unterstützen. Die Eltern, die auf einen subventionierten Platz warten, müssen sich jedoch gedulden, bis die Kinder, die diese Plätze heute beanspruchen, in den Kindergarten kommen. Aus Sicht der Fraktion GLP zeigt das vorliegende Geschäft, dass das städtische Subventionierungssystem zu träge ist und den Eltern nicht das bieten kann, was sie benötigen. Statt des bestehenden Subventionierungssystems, das offensichtliche Mängel aufweist und der Situation nicht gerecht wird, müsste die Stadt das Finanzierungsmodell anpassen: Weg von der Objektsubventionierung, hin zur Subjektsubventionierung. Mit dem überparteilichen Postulat 20100216 «Pilotprojekt zu KITAs in Biel/Bienne - Vorgehen beim Kanton prüfen» lag dem Stadtrat bereits am 24. Februar 2011 ein diesbezüglicher Vorstoss vor. Nicht die Gemeinde soll bestimmen, welche Kitas subventionierte Plätze erhalten, sondern die Eltern sollen entscheiden, wo sie ihre Kinder betreuen lassen wollen. Biel braucht dringend ein System mit Betreuungsgutscheinen, wie es beispielsweise die Städte Bern oder Luzern kennen. Seit 2011 ist viel passiert. Der Kanton hat die rechtlichen Grundlagen teilweise erstellt. Die Stadt Bern testet ein Pilotprojekt, das von Kanton und Bund unterstützt wird. Deshalb ist es aus Sicht der Fraktion GLP nicht damit getan, heute dem vorliegenden Geschäft zuzustimmen. Im Herbst 2015 sollte die Evaluation des stadtbernischen Pilotprojekts vorliegen. Bis dahin sollte die Zeit genutzt werden, um zu prüfen, was ein Systemwechsel des Finanzierungsmodells für Biel bedeuten würde. Ich werde heute Abend ein entsprechendes Postulat einreichen, das den Gemeinderat auffordert, Biel auf einen solchen Systemwechsel vorzubereiten. Es ist mir bewusst, dass heute Abend nicht über Pro und Contra des Betreuungssystems diskutiert wird. Heute geht es um die Leistungsverträge innerhalb des alten Systems, das bis 2017 weiterlaufen soll. Die Fraktion GLP wird diesem Geschäft mit einem grossen Aber zustimmen. Sie wünscht sich mehr Dynamik im System, eine Veränderung, mehr Wettbewerb und vor allem mehr Plätze für die Kinder, die darauf warten.

Dillier Adrian, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Madame Dunning a dit que l'enfant n'était pas une affaire privée. Bienvenue au communisme! Il est évident que l'UDC s'oppose à de telles déclarations. Die Stadt scheint so viel Geld zu haben, dass sie noch zusätzliche Ausgaben übernehmen kann. Natürlich wird argumentiert, der Kanton übernehme 80% der Kosten. Der Kanton zieht aber auch Steuern ein und hat selber nicht allzuviel Geld. Es ist eine Schande, dass der Kanton Bern jährlich CHF 1,3 Mrd. aus dem Lastenausgleich erhält, ohne ein besseres Rechnungsergebnis zu erzielen. Auch die Geberkantone können nichts dagegen unternehmen.

Politisch ist klar, dass sich die Fraktion SVP/Die Eidgenossen gegen Kitas stellt. Integration ist nicht Sache des Staates, sondern derjenigen, die sich integrieren wollen und sollen. Ergebnisse aus Frankreich zeigen, dass es gar nicht gut

funktioniert, wenn der Staat alles für die Integration tun soll. Die Durchmischung ist kein Garant für eine Verhinderung einer Ghettobildung. Das Resultat der Durchmischung war ein "nivellement par le bas". Die Verantwortung für die Erziehung der Kinder liegt nicht in erster Linie beim Staat, sondern bei den Eltern. Auch aus diesem Grund kann die Fraktion SVP/Die Eidgenossen das vorliegende Geschäft nicht unterstützen. Sie wird sich immer dagegenstellen, wenn es darum geht, Kita-Plätze zu beschliessen und dafür zusätzliche Gelder aufzuwenden. Sie empfiehlt, diese Vorlage abzulehnen.

Frank Lena, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne hat das vorliegende Geschäft wohlwollend geprüft. Trotzdem drängten sich einige Fragen auf: Aus dem vorliegenden Bericht geht nicht hervor, wieviele Kinder auf einen subventionierten Platz warten. Einige belegen nämlich bereits einen privat finanzierten Platz. Sauer aufgestossen ist der Fraktion Grüne, dass das Geschäft erst so spät im Stadtrat behandelt wird. Nach der Annahme des Budgets im März 2014 wäre der optimale Zeitpunkt gewesen. Die Erhöhung der Kita-Plätze wurde vom Kanton bereits vor einem Jahr bewilligt. Die Fraktion Grüne hat sich zudem gefragt, ob der Gemeinderat bereits nach anderen Lösungen sucht. Die Situation ist und bleibt prekär. Wie sieht das weitere Vorgehen aus? Darüber wird der Stadtrat wohl bald diskutieren, reichte ich doch am 18. September 2014 die Motion 20140270, «Schaffung einer 24h-Kindertagesstätte» ein. Auch fragte sich die Fraktion Grüne, ob die nächste Tranche zur Erhöhung der Kita-Plätze bereits durch den Kanton bewilligt wurde. Es ist sehr wichtig, dass die Stadt genügend subventionierte Kita-Plätze zur Verfügung stellt. Dadurch werden Familien angezogen, bei welchen beide Elternteile verdienen, also sogenannte gute Steuerzahlende, was von allen politischen Lagern immer wieder gewünscht wird. Und Kita-Plätze helfen, die Sozialhilfequote nachhaltig zu senken. Gerade alleinerziehende Mütter sind oft auf externe Kinderbetreuung angewiesen. Somit können die Frauen in den Arbeitsmarkt reintegriert werden. Zum Votum der Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Gerade die SVP fordert die konsequente Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative. Der bereits bestehende Fachkräftemangel wird durch diese Haltung nur noch verstärkt. Trotzdem wehrt sich die SVP dagegen, dass Frauen dabei unterstützt werden, möglichst bald wieder einer externen Arbeit nachzugehen. Sowohl in Berufen mit niedriger Qualifikation als auch in Kaderfunktionen oder akademischen Berufen besteht eine hohe Nachfrage. Was also will die SVP tun, um diesem Fachkräftemangel entgegenzuwirken? Oder ist die SVP dem Wirtschaftswachstum gegenüber plötzlich kritisch eingestellt? Das würde mich sehr erstaunen. Die Inkonsequenz der SVP ist immer wieder erstaunlich. Sie fordert immer wieder die Senkung der Sozialhilfequote, ohne jedoch diesbezügliche Massnahmen zu unterstützen. Wenn eine Frau nicht arbeiten will, ist das in Ordnung. Aber sie muss die Wahl haben. Diese hat sie nur, wenn sie auf ein entsprechendes Angebot für die Kinderbetreuung zurückgreifen kann. Integration läuft übrigens auch in einer Kita durch den Austausch und die Durchmischung. Das Kostenargument zieht im vorliegenden Fall auch nicht, denn die Einsparungen bei der Sozialhilfe und die Mehreinnahmen bei den Steuern können nur schwer beziffert werden. Ich bitte die SVP, sich das "V" in ihrem Parteinamen wieder in Erinnerung zu rufen. Das vorliegende Geschäft ist eine Vorlage, die wirklich dem Volk zugute kommt.

Pauli Mélanie, au nom du Groupe FDP/PRR/EVP/EDU: Obtenir une place de crèche pour son enfant est une véritable galère pour bon nombre de parents. Ce problème touche de nombreuses familles à Bienne et ailleurs en Suisse. Dans le

Canton de Berne, le système est un peu particulier étant donné que le Canton prend en charge 80% des coûts d'une place de crèche subventionnée et la commune se charge des 20% restants. Le Canton de Berne affiche d'ailleurs clairement ses ambitions et précise, que tous les parents devraient pouvoir s'offrir une place dans une structure d'accueil. Un tel objectif répond à l'encouragement de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, de l'intégration sociale et de l'égalité des chances. Actuellement, à Bienne, 249 enfants sont inscrits sur une liste d'attente pour obtenir une place de crèche subventionnée par l'État. Le Canton de Berne est d'accord d'accorder 36 nouvelles places de crèches subventionnées. En vertu des lois cantonales, la Ville de Bienne doit supporter 20% des coûts y relatifs. Ceci correspond à 400'000 francs par année pendant 3 ans, pour que les crèches puissent s'engager à créer de nouvelles places. Le Conseil municipal propose donc un crédit d'engagement d'un montant de 1'200'000 fr. Certes, ce montant est important et la Ville se trouve dans un contexte difficile. Toutefois, le Groupe FDP/PRR/EVP/EDU est d'avis qu'il est nécessaire de s'engager pour de nouvelles places de crèches subventionnées, qui correspondent à un besoin de la population. Le Canton ayant donné son accord pour 36 nouvelles places de crèches, il serait dommage de bloquer cela au niveau communal. De plus, notre groupe est satisfait de la proposition du Conseil municipal, en ce qui concerne l'ouverture de places de crèches subventionnées dans des crèches privées. Cette solution libérale offre de nombreux avantages, dont un renforcement de la mixité sociale, ce qui est important à Bienne. Nous vous prions donc d'accepter le projet d'arrêté proposé par le Conseil municipal.

Gugger Reto, Fraktion BVP/CVP/BDP: Über die berufstätigen Mütter, die ihre Kinder in die Krippe geben müssen, damit sie arbeiten können, wurde heute schon viel gesagt. Es gibt auch Kinder, die zu Hause keine idealen Verhältnisse haben, die von der Vormundschaftsbehörde einer Krippe zugewiesen werden. Das sind oft Kinder, die keine unserer Sprachen beherrschen. Wenn es gelingt, die fremdsprachigen Kinder via Kitas in die Gesellschaft zu integrieren, haben diese Kinder später in der Schule bessere Erfolgschancen. Vielleicht kann so auch der zweifelhafte Ruf der Bieler Schulen verbessert werden. Längerfristig hat auch die Qualität der Schulen einen Einfluss auf den Wohnortentscheid. Bezüglich Zusammenarbeit mit den privaten Kitas sieht es die Fraktion BVP/CVP/BDP gleich wie die Sprecherin der Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: die Stadt bleibt flexibler, wenn sie mit privaten Kitas zusammenarbeitet, als wenn sie zusätzliche eigene Strukturen aufbauen muss. Es kann einfacher auf eine Veränderung der Nachfrage reagiert werden. Dieses Signal des Gemeinderats wertet die Fraktion BVP/CVP/BDP als positiv und zukunftsweisend. Als negativ empfindet sie nur den Zeitpunkt der Vorlage. Dass heute, noch vor den Diskussionen zur nachhaltigen Haushaltsanierung über diese Vorlage entschieden werden muss, ist nicht optimal. Trotzdem stimmt die Fraktion BVP/CVP/BDP dieser Vorlage einstimmig zu.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Passerelle begrüsst es, dass in Biel mehr subventionierte Kita-Plätze zur Verfügung stehen sollen, denn für alle Kinder, aber speziell für sozial benachteiligte Kinder ist eine gute frühkindliche Betreuung und Bildung entscheidend. Der hohe Stellenwert der frühen Kindheit ist längst bekannt und wissenschaftlich unbestritten. So sagt auch das Marie-Meierhof-Institut für das Kind in seinem Bericht zum Orientierungsrahmen für frühkindliche Bildung, Betreuung und Erziehung, der im Auftrag der UNESCO-Kommission und dem Netzwerk Kinderbetreuung herausgegeben wurde: "*Frühkindliche Bildung, Betreuung und*

Erziehung verbessert die Chancengleichheit und unterstützt Kinder darin, ihren Platz in der Gesellschaft zu finden und ihr persönliches Potenzial auszuschöpfen. Diese Wirkungen können dann am Besten erzielt werden, wenn erstens die Erziehungspatenschaft zwischen Eltern und familienergänzenden Einrichtungen funktioniert und wenn zweitens eine hohe Qualität der frühkindlichen Bildung, Betreuung und Erziehung garantiert ist. Gerade bei Letzterem besteht in der Schweiz jedoch eine empfindliche Lücke: Alle Erhebungen und Studien dokumentieren - nebst einem allgemeinen Aufholbedarf - das Fehlen einer übergreifenden Orientierungshilfe zur Qualitätsentwicklung." In Biel fehlt eine Gesamtkonzeption der frühkindlichen Bildung, Betreuung und Erziehung, und es mangelt auch an guter und schnell auffindbarer Information. Das heisst nicht, dass diesem Geschäft nicht zugestimmt werden sollte, ganz im Gegenteil. Es ist vielmehr eine Aufforderung dafür, die verschiedenen Bereiche gesamthaft anzuschauen. Ziel eines solchen Konzeptes müsste sein, dass die Angebote optimal aufeinander abgestimmt sind, das Finanzierungssystem überarbeitet wird, der Entwicklungsbedarf benannt ist, die pädagogischen Konzepte zeitgemäss sind und qualifiziert umgesetzt werden und die Zugänglichkeit für die Angebote von 0 - 4 Jahren durchlässig sind. Die Anbietenden sollten sich besser vernetzen und austauschen können und die Zusammenarbeit gestärkt werden. Dies zum Wohle der Kinder, damit sie chancengleiche Zugänge erhalten und zu selbstständigen Mitgliedern der Gesellschaft heranwachsen können. Es ist Aufgabe des Stadtrates sicherzustellen, dass diese wichtigen Betreuungsinstitutionen nachhaltig daran arbeiten, dass auch sozial benachteiligte Kinder zukünftig nicht zu Sozialfällen werden. Gute Bildungsbiografien sind dafür entscheidend. Ein Gesamtkonzept und eine Strategie der Stadt wäre für die politische Diskussion deshalb hilfreich. Bei sozial benachteiligten Familien ist eine externe Betreuung Voraussetzung, damit auch Mütter mit ihrem Lohn zum Familienbudget beitragen können. Viele Mütter, deren Kinder einen subventionierten Kita-Platz beanspruchen, sind alleinerziehend und Working-Poor. Gerne erwarte ich vom zuständigen Gemeinderat eine Positionierung betreffend Gesamtkonzept. Ich bitte den Stadtrat, dem Geschäft auf alle Fälle zuzustimmen.

Ogi Pierre, PSR: J'aimerais vous parler de la Suisse. L'UDC qui est plus suisse que suisse ferme les frontières. Moi socialiste, plus suisse que suisse, je me dis: employons au moins les personnes qui résident dans notre pays. La plupart des femmes en Suisse sont très qualifiées, mais certaines ne peuvent pas travailler car elles n'ont pas la possibilité de donner leurs enfants à garder et elles doivent rester à la maison. Il y a plusieurs années, il y avait la Crèche Oméga. Les mères de familles déposaient leurs enfants avant d'aller travailler à l'usine. Elles avaient donc une affinité avec leur entreprise. Actuellement, plusieurs entreprises devraient se mettre ensemble et ouvrir des crèches pour leur personnel. Cela faciliterait la vie aux parents.

Löffel Christian, EVP: Frau Frank hat gesagt, eine Frau solle selber entscheiden können, ob sie arbeiten will oder nicht. Ich möchte präzisieren: Eine Frau soll entscheiden können, ob sie extern arbeiten will oder zu Hause. Bei einer Familie mit zwei oder drei kleinen Kindern arbeitet nämlich der Elternteil, der zu Hause bleibt, mehr als derjenige, der auswärts arbeitet. Der Elternteil, der zu Hause bleibt, ist während 24 Stunden pro Tag, sieben Tagen pro Woche und 52 Wochen pro Jahr im Einsatz. Mir fehlt manchmal die Wertschätzung für diejenigen, welche die Arbeit zu Hause erledigen und das traditionelle Familienmodell wählen. Das ist genau so gut

und verdient die gleiche Wertschätzung. Trotzdem muss der Stadtrat die externe Familienbetreuung ermöglichen. Übrigens brauchen auch Frauen, die ihre Kinder betreuen, "capacités et compétences". Auch ich bin jedoch der Meinung, die Wahl zwischen externer Arbeit und traditionellem Familienmodell müsse möglich sein.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Zu den Vorwürfen der Fraktion Grüne: Seit Jahren bezahlt die Stadt Millionen für die Integration, ohne befriedigendes Resultat. Aus Sicht der Fraktion SVP/Die Eidgenossen werden die Prioritäten falsch gesetzt. Kitas nützen nichts, wenn die Eltern nicht am selben Strang ziehen. Das grosse Problem in der Schweiz sind die Eltern. Jetzt müssen die Hebel endlich bei den Eltern angesetzt werden. Es nützt nichts, wenn ein Kind sozialisiert wird, wenn es zu Hause nicht verstanden und unterstützt wird.

Gonzalez Glenda, PSR: Je me réjouis d'entendre qu'il y a une certaine unanimité par rapport à l'ouverture potentielle de ces places de crèches subventionnées. Par contre, je suis effarée et je me demande à quelle époque certains et certaines d'entre nous vivent encore car je n'entends parler que de mères et très peu des pères! Ceci me surprend, car dans mon contexte environnant il existe un partage du travail. Sachez qu'en Suisse plus de 70% des femmes travaillent. De plus en plus, une grande misère humaine règne dans les écoles, non seulement à cause des enfants étrangers. Cette misère est aussi due à des enfants de nationalité suisse, issus de familles très suisses! Je pense que les crèches et les groupes de jeux font un travail énorme pour améliorer cet état de choses. C'est une responsabilité collective d'ouvrir ces places supplémentaires de crèches. Sans places supplémentaires, nous renforçons cette misère humaine. C'est une grande opportunité et très important d'avoir une mixité sociale dans les crèches.

Gurtner-Oesch Sandra, GLP: Herr Fischer, wenn die Eltern das Problem sein und nach SVP-Manier härter angepackt werden sollen, warum soll dann nicht den Kindern in einer Kita gezeigt werden, wie es die Schweizer Gesellschaft gerne hätte?

Scherrer Martin, SVP: In Schweden kann jedes einjährige Kind eine Kita besuchen. Trotzdem hat Schweden ein riesiges Integrationsproblem. Die Unruhen in Stockholm vor einem Jahr waren kein Zufall. Ein Kollege, der dort lebt und arbeitet, sagte mir, die Integration bei den Kindern nütze nichts. Auch dort geht es primär um Muslime, die an den Rand der Gesellschaft geschoben werden. Es stimmt einfach nicht, dass Kitas so viel zur Integration beitragen. Sie können unterstützen, aber es braucht viel mehr. Vor allem müssen die Erwachsenen den Willen haben, sich hier zu integrieren. Für Eltern, die zusammen ungefähr ein 130%-Pensum erfüllen, ist es aufgrund der zusätzlichen Steuerlast und der höheren Kita-Gebühren wirtschaftlich nicht mehr sinnvoll, ihr Arbeitspensum zu erhöhen. Das ist ein Durchschnittswert. Ich kenne viele Frauen, die am liebsten zwei Tage pro Woche arbeiten möchten und keine Familie, bei der beide Eltern 100% arbeiten und das Kind oder die Kinder 5 Tage pro Woche in die Kita geben. Das Potenzial ist also nicht so gross, wie die Linke immer sagt. Ich werde mich bei der Abstimmung enthalten, da ich nicht primär gegen Kita-Plätze bin. Ich finde den Bericht zur Vorlage dürftig. Die Zahlen sind zum Teil nicht selbsterklärend. In der GPK wurden mir die Zusammenhänge erklärt, zum Glück bin ich in dieser Kommission. Mich hätte interessiert, wieviel bisher für die 50 subventionierten Plätze in privaten Kitas bezahlt wurde. Diese sollen nun auf 86 erhöht werden. Der Stadtrat erfährt aber nicht, ob das Angebot im Verhältnis zu früher

günstiger oder teurer wird. Die Warteliste ist mit 249 Kindern tatsächlich lang. Nun sollen 36 zusätzliche Plätze geschaffen werden. Der Bericht gibt keine Auskunft darüber, wie stark die Warteliste dank den neuen Plätzen abgearbeitet werden kann. Ich gehe nicht davon aus, dass jedes Kind auf der Warteliste die Kita während 5 Tagen besuchen möchte. Somit bedeuten 36 Plätze nicht 36 Kinder weniger auf der Liste. Angesichts eines so lückenhaften Berichts kann ich diesem Geschäft nicht zustimmen und werde mich enthalten.

Freuler Fritz, Grüne: Für mich haben die Väter heutzutage die gleiche Verantwortung für die Kinderbetreuung wie die Mütter. Einerseits ist das gängige Rollenbild noch in der Tradition und in Verhaltensmustern verankert. Aus ökonomischen Gründen sind immer noch mehr die Väter für das Familieneinkommen und die Mütter für die Kinder zuständig. Vor einigen Monaten nahm der Stadtrat wohlwollend zur Kenntnis, dass in Biel die Gleichstellung zwischen den Geschlechtern realisiert sei. Wer diesen Grundsatz und diese humanitäre Ausrichtung bejaht, muss doch auch befürworten, dass sich Männer gleichermassen um ihre Kinder kümmern können. Ich finde es sehr traurig, wenn sich die Väter nicht an der Kindererziehung beteiligen und keine Beziehung zu ihren Kindern aufbauen können, weil sie dauernd einer Erwerbsarbeit nachgehen müssen.

Némitz Cédric, directeur de la formation, de la culture et du sport: L'ouverture de 36 places de crèche subventionnées, c'est une bonne nouvelle pour le Conseil municipal et pour la Ville, mais, il en faudrait encore plus! Le problème est qu'il y a une très longue liste d'attente et la plupart des familles n'ont pas les moyens financiers d'accéder aux crèches privées. Plus de 200 familles attendent des places de crèche subventionnées et la Ville doit, si possible, pouvoir répondre à cette demande. Il s'agit de soutenir les familles: non seulement les enfants, mais aussi les parents. Les crèches ne sont pas là pour faire un travail d'intégration. L'intégration est seulement une des choses positives qui peuvent survenir avec l'entrée en crèche. A Bienne, des programmes d'intégration ont été mis en place et grâce à ces programmes la Ville de Bienne ne se trouve pas dans la situation des banlieues françaises. Pour le Conseil municipal, la mixité est très importante. Les crèches publiques, celles qui ont aujourd'hui le plus de places subventionnées, garantissent cette mixité. Certaines personnes croyaient, que les places de crèche subventionnées étaient seulement destinées aux familles dépendantes de l'aide sociale. Ce n'est pas vrai. Il y a une grande palette de familles suisses ou d'origine migrante qui bénéficient de places de crèches subventionnées. Donc, cette mixité existe et elle sera renforcée avec ces nouvelles places de crèche, en collaboration avec les crèches privées. Cette collaboration est positive pour les crèches privées, comme pour le système public. Le système biennois fonctionne bien. Je ne voudrais pas que pour des principes idéologiques un système ayant fait ses preuves soit anéanti. Néanmoins, le Conseil municipal vous propose aujourd'hui d'élargir l'expérience en ouvrant des places de crèche subventionnée dans des crèches privées. C'est une nouveauté. Le Conseil de ville et le Conseil municipal pourront faire le bilan de cette expérience et voir si ce modèle peut être élargi ou modifié. Il y a aussi une partie d'expérimentation dans le projet que vous êtes appelés à approuver ce soir.

Le Conseil municipal prend note, que le rapport est un peu court. Concernant les questions financières, les crèches n'ont pas beaucoup de liberté. Les normes sont

fixées par le Canton et les crèches doivent fonctionner, sans faire de déficit. Les places qui sont créées s'intègrent dans le système qui existe et dans ce sens-là le Conseil de ville n'a rien de neuf sur la table. Le Conseil municipal prend note des remarques de la Commission de gestion en ce qui concerne la rédaction du rapport.

Certains d'entre vous souhaitent un concept. Je veux bien y réfléchir mais j'aimerais juste signaler que le service qui s'occupe des crèches est aussi le service qui s'occupe de l'encouragement précoce. Ce service s'occupe de l'ensemble des programmes de soutien à la petite enfance. Donc, nous avons déjà là une approche dans le travail de manière cohérente avec les équipes qui s'occupent de ces sujets.

Pourquoi le Conseil municipal vous présente-t-il cette affaire si tard? Le débat du budget 2015 a été très difficile, et il y a eu également des difficultés avec le budget provisoire suite au refus du budget 2014. Ceci a retardé le dossier et le Conseil municipal a préféré attendre l'acceptation du budget 2015, avant de vous présenter cette proposition de création de postes de crèches, ce qui a engendré un retard. Si le Conseil de ville accepte le crédit pour ces places de crèche subventionnées, elles pourront être créées dès l'été prochain et offertes à la population. Pour les crèches publiques et les crèches privées qui font des contrats avec la Ville le seul souci est celui de la qualité, la qualité de l'encadrement, la qualité des places d'apprentissage qui sont prévues dans ce contexte, la qualité de l'accueil des enfants et des espaces aux alentours des crèches. Tout cela peut être garanti avec le projet proposé.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 26 novembre 2014 concernant «Places subventionnées dans des crèches privées / Crédit d'engagement» et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1 du Règlement de la Ville de Bienne du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

Un crédit d'engagement n° 82700.0000 d'un montant de 1'200 000 fr. est octroyé pour financer les places de crèches et les heures d'accueil chez les parents de jour subventionnées et assumées par des organismes privés de 2015 à 2017.

4. 20120263 Rue du Jura / Renouvellement du pont sur le canal de la Suze

Strobel Salome, GPK: Brücken werden gebaut, um Hindernisse zu überwinden. Sie verkürzen die Wegstrecke und verbinden Menschen und Gebiete. Im übertragenen Sinn stehen Brücken auch für die Überwindung von verschiedenen Auffassungen und Trennendem. Die Redewendung "Brücken bauen" meint denn auch, Schwierigkeiten gemeinsam überwinden, etwas, was in der Politik nicht ganz unwichtig ist.

Die Brücke über den Schüsskanal auf der Höhe Jurastrasse ist über 90 Jahre alt. Obwohl damals schon Lastwagen gebaut wurden, dachte wahrscheinlich noch niemand an 40-Tönnner. Wegen der vielen Unterführungen in Biel sind die Brücken über die Schüss für Lastwagen wichtige Verbindungen. So ist denn auch diese Brücke im kantonalen Verzeichnis als Versorgungsrouten für Ausnahmetransporte

aufgeführt und müsste als solche 50 Tonnen standhalten können. Auch die Bieler Verkehrsbetriebe (VB) queren mit ihren Linien 2 und 7 diese Brücke. Wenn nichts unternommen würde, müsste die Brücke gesperrt werden, wovon auch die VB betroffen wären. 2013 beschloss der Stadtrat die Sanierung der Brücke bei der Schwanengasse. Die Sanierung der Brücke Jurastrasse ist die logische Konsequenz. Die grundsätzliche Notwendigkeit für einen Neubau dieser Brücke wurde von der GPK deshalb nicht in Frage gestellt. Ein grosses Augenmerk im Bericht an den Stadtrat gilt dem Hochwasserschutz. Die Brücke befindet sich allerdings in einem Abschnitt der Schüss, der Hochwasserschutzmassnahmen kaum zulässt. Die Kanalisation der Schüss lässt dafür keinen Spielraum. So macht es denn auch wenig Sinn, diese Brücke punkto Hochwasserschutz zu perfektionieren und aufzurüsten. Trotzdem verbessert der Neubau die Sicherheit vor Hochwasser. Sollte dieser Abschnitt der Schüss aber vor Jahrhunderthochwassern geschützt werden, bräuchte es einschneidende Massnahmen ausserhalb des Stadtgebietes. Der kantonale Oberingenieur gab in seinem Fachbericht für die jetzige Planung grünes Licht und verlangte keine weiteren baulichen Anpassungen im Sinn des Hochwasserschutzes. Der Brückenneubau erfolgt mittels verschiebbarer Brücke. Damit ist diese Achse - ausser während einer kurzen Sperrung während der Sommerferien - immer befahrbar. Das ist wegen der Verkehrsbelastung dieser Achse sehr positiv. Neben dem motorisierten Schwerverkehr profitieren auch die FussgängerInnen von der neuen Brücke, weil sie beidseitig mit einem Trottoir ausgestattet wird. Die GPK stimmte dem Kredit von CHF 2,92 Mio. zu und empfiehlt dem Stadtrat, diesem Projekt ebenfalls zuzustimmen.

Löffel Christian, Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU: Die Fraktion FDP/PRR/EVP/EDU stimmt dem vorliegenden Geschäft einstimmig zu. Die Brücke wurde für 22 Tonnen schwere Fahrzeuge dimensioniert. Interessant ist, dass heute täglich 40-Töner darüber fahren. Die damaligen Ingenieure haben eine genügende Sicherheitsmarge eingerechnet. Das war nachhaltig. Sonst hätte die Brücke schon längst verändert werden müssen. Im Bericht sind die verschiedenen geprüften Varianten für die Bauweise aufgeführt. Der gefällte Entscheid scheint sinnvoll. Er hat das Ziel, die Vollsperrung möglichst kurz zu halten, so dass es auf der für die Stadt wichtigen Nord-Süd-Verbindung zu möglichst wenig Einschränkungen kommt. Das Projekt ist eine rundum gute Sache. Besten Dank an die zuständige Direktion.

Grupp Christoph, Fraktion Grüne: Die Fraktion Grüne kann diesem Projekt problemlos zustimmen. Es ist absolut unbestritten, dass diese Brücke ersetzt werden muss. Seit dem Bestehen der Brücke hat sich deren durchschnittliche gewichtsmässige Belastung verdoppelt, und der Verkehr hat sich allgemein vervielfacht. Es ist erstaunlich, dass diese Brücke noch steht. Verglichen mit anderen Brückenprojekten scheinen sich hier die Kosten in Grenzen zu halten. Die Fraktion Grüne hat vorgängig noch eine Frage zu den Planungs- und Nebenkosten gestellt, die ihr zufriedenstellend beantwortet wurde. Der Plaungskredit macht rund CHF 240'000.- aus. Dieses Geld scheint gut investiert zu sein. Die Planung ermöglicht nämlich, dass die Brücke Jurastrasse nur kurz geschlossen werden muss, dies erst noch während den Sommerferien, wo weniger Verkehr zu erwarten ist. Während der ganzen restlichen Bauzeit bleibt die Brücke auch für den Schwerverkehr und den ÖV offen. Die Fraktion Grüne fragte sich allerdings, ob es möglich und sinnvoll ist, den Schwerverkehr während der Bauphase 2, in der die neue Brücke noch in der ersten Position verharret, bereits über diese zu führen. Erstens ist es relativ eng und zweitens

sind die Widerlager sicher nicht definitiv, müssen aber trotzdem 50 Tonnen aushalten. Hier müssen und können wir den Fachleuten vertrauen. Die Fraktion Grüne begrüsst die zwei neuen Fussgängerstreifen und den direkteren Durchgang auch in das neu entstehende Quartier in Richtung Güterbahnhof. Es ist wichtig, dass diese Verbindung gut und sicher ist. Vielleicht dient sie später als Schulweg vom neuen Quartier ins Neumarktschulhaus. Dafür kann auch auf Subventionen für verbesserte Fussgängertauglichkeit aus dem Agglomerationsprogramm gehofft werden. Diese Beiträge von rund CHF 250'000.- sind in der vorliegenden Bruttorechnung noch nicht enthalten. Das Projekt dürfte die Stadt also noch gut 10% günstiger zu stehen kommen. Der Zeitplan scheint der Fraktion Grüne sehr ambitiös. Sollte die neue Brücke tatsächlich schon in acht Monaten realisiert sein, darf allen Beteiligten gratuliert werden. Die Fraktion Grüne stimmt diesem Geschäft zu.

Bohnenblust Simon, Fraktion GLP: Die Beilagen zum vorliegenden Bericht sind sehr ausführlich, was ich speziell erwähnen und verdanken möchte. Die Brücke kann während der ganzen Bauphase zweiseitig befahren werden. Wie bei anderen Brückenprojekten steht im vorliegenden Bericht, dass die Brücke aufgrund ihres Alters und ihres Zustands bei Weitem nicht mehr für die heutigen Lasten ausreiche. Das ist ein kritischer Punkt. Es stellt sich die Frage, wie die Brückenkontrolle früher gewährleistet wurde und wie die Stadt ihre vielen Brücken heute kontrolliert. In der Investitionsplanung ist jedenfalls ersichtlich, dass noch weitere Brücken saniert werden müssen. Zusammenfassend befürwortet auch die Fraktion GLP dieses Projekt.

Scherrer Martin, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Aus Sicherheitsgründen unterstützt auch die Fraktion SVP/Die Eidgenossen dieses Projekt. Zudem ist es ein konsequenter Schritt, nachdem vorgängig die Brücke bei der Schwanengasse saniert wurde. Dort bestand nämlich das genau gleiche Problem. Die Brückensanierung Jurastrasse ist ein gutes Projekt, das allen Verkehrsteilnehmenden zugute kommt.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Besten Dank für die gute Aufnahme dieses Geschäfts. In Biel gibt es rund 80 Brücken. Bezugnehmend auf die verbindende Symbolik, welche die GPK-Sprecherin angedeutet hat, dürfte Biel also relativ wenig Sorgen haben. Die Stadt ist für diese Brücken verantwortlich und muss sie von Zeit zu Zeit sanieren oder ersetzen. Eine Brücke wird im Durchschnitt 80-jährig. Selbstverständlich muss der konkrete Zustand aber immer überwacht werden. Diese Überprüfungen werden regelmässig vorgenommen. Es ist richtig, dass in den nächsten Jahren weitere Brücken saniert werden müssen. Bei rund 80 Brücken und einer Lebensdauer von 80 Jahren wäre im Schnitt pro Jahr rund eine Brücke zu sanieren. Der Zeitplan ist tatsächlich sportlich, sollte aber eingehalten werden können. Der Terminplan basiert auf einem eingegebenen Bauprogramm und ist nicht einfach Wunschdenken. In der Zeitschrift Biel-Bienne war der Projektleiter abgebildet, wie er neben der jetzigen Brücke steht. Er lacht und freut sich auf dieses Projekt, in das er viel Herzblut investiert hat. Die Ausarbeitung des Projekts mit den verschiedenen Varianten war komplex. Ich leite ihm den Dank des Stadtrates gerne weiter. Der Projektleiter steht auf diesem Bild vor dem alten resp. auch jetzigen Brückengeländer. Vor der Sitzung fragte mich jemand, was mit diesem sehr schönen Geländer passieren würde. Es wird aufgefrischt und wieder montiert. Ich danke dem Stadtrat für die Unterstützung.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 26 novembre 2014 concernant le renouvellement du pont sur le canal de la Suze à la rue du Jura, et s'appuyant sur l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 101.1), le Conseil de ville **arrête**:

1. Un crédit d'engagement de 2'920'000 fr. est octroyé pour le renouvellement du pont sur le canal de la Suze à la rue du Jura.
2. Tout dépassement de crédit consécutif au renchérissement ainsi qu'en raison de la hausse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est d'ores et déjà approuvé.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est expressément autorisé à procéder aux modifications de projet qui s'imposeraient ou s'avéreraient nécessaires, dans la mesure où elles ne changent pas de manière notable le caractère de l'ensemble. Il est en outre habilité à déléguer cette compétence à la direction responsable.

5. Motion 20140193, Andreas Bösch, Les Verts, "Placer l'industrie horlogère devant ses responsabilités"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 1)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Bösch Andreas, Grüne: Ich bin über die Art und Weise der Beantwortung meiner Motion enttäuscht. In Biel wurde Radium im Boden gefunden. In verschiedenen ehemaligen Uhrenateliers sind noch Radiumrückstände nachweisbar. Nun ist es am Gemeinwesen, die Hinterlassenschaft dieser früher wie heute sehr florierenden Industrie zu beheben. Ich habe diese Problematik mit grossem Interesse verfolgt und fragte mich, wie die betroffene Industrie darauf reagieren würde. Von mir aus gesehen passierte in dieser Hinsicht zu wenig. Deshalb wollte ich den Gemeinderat auffordern, auf die Verantwortlichen der Uhrenindustrie zuzugehen und sie einzuladen, sich an dieser Problematik zumindest ein bisschen zu beteiligen. Die juristische Situation ist klar: Bis 1963 durfte ohne Kontrolle mit Radium hantiert werden. Bereits in den 1920er-Jahren war jedoch bekannt, dass Radium ein gefährlicher Stoff ist. Ziffernblattmalerinnen spitzten mit der Zunge den Pinsel an und erhielten als Folge davon Krebsgeschwüre auf der Zunge. Deshalb habe ich erwartet, dass der Gemeinderat auf eine kleine moralische Verpflichtung pochen könnte, so dass sich die Uhrenindustrie an den heute entstehenden Kosten beteiligt, vielleicht nur mit einem symbolischen Betrag. In der Antwort wird darauf hingewiesen, dass die Gesetze immer eingehalten worden seien, und dass sich die Uhrenindustrie moralisch zu nichts verpflichtet fühle. Es könne auch nicht mehr herausgefunden werden, welche Firmen und Ateliers betroffen waren. Deshalb werde nichts unternommen. Ich möchte vom Gemeinderat erfahren, wer denn wirklich gefragt wurde. Mit welchen anderen Gemeinden fand ein Austausch statt? Schluckt es der Gemeinderat einfach, dass die Uhrenindustrie sich nicht verantwortlich fühlt? Die

heutige Uhrenindustrie profitiert auch vom Namen und von ihrer Geschichte in unserer Region und Stadt. Sie hat Gewinne erzielt. Nun ist es am Gemeinwesen, die Kosten dafür zu begleichen. Es gibt Analogien zu anderen Fällen, beispielsweise im Zusammenhang mit Asbest. Deshalb möchte ich vom Gemeinderat noch wissen:

- Wer wurde gefragt?
- Wie wurde mit den Betroffenen verhandelt?
- Wie steht der Gemeinderat zur ganzen Problematik?

Der Gemeinderat stellt sich einfach hinter die Meinung der Verantwortlichen der Uhrenindustrie. Bevor ich beschliesse, ob ich dem Antrag des Gemeinderats, diese Motion nicht erheblich zu erklären zustimme, möchte ich die Antwort auf meine zusätzlichen Fragen hören.

Ogi Pierre, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste soutient la réponse du Conseil municipal. Il y a cinquante ans, j'ai travaillé dans l'entreprise Progressia à Nidau qui fabriquait des cadrans. Cette entreprise n'existe plus, comme beaucoup d'autres. Il n'est pas possible de définir quelles entreprises devraient payer. Une procédure globale à l'encontre de l'industrie horlogère serait problématique, parce que la structure des entreprises est différente de celle d'autrefois et ne permet pas de clarifier les responsabilités de manière ciblée.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Moralische Pflichten können auf den Plan gerufen werden. Wir leben aber in einem Rechtsstaat. Im Bundesrecht sind die Sanierungspflichten bei Radium klar geregelt. Zudem trägt auch der Staat Verantwortung, wenn er gewisse Stoffe zulässt und später verbietet. Auf dieser Erkenntnis gründet der Entscheid, dass der Staat diese Sanierungskosten trägt. Zudem bestehen Firmen, welche die Verunreinigungen verursacht haben, heute grösstenteils nicht mehr. Viele gingen in andere Firmen über. Andere, heute in Biel noch ansässigen Firmen, haben hier gar nie Ziffernblätter oder Zeiger hergestellt. Sie sind also nicht betroffen. Vor über 50 Jahren wurde Radium letztmals legal angewandt. Nach dieser langen Zeit ist es kaum möglich, Verantwortliche auszumachen. Herrn Böschs Argumentation kommt mir etwas amerikanisch vor, sie ist stark von Moralfragen geprägt. In Kontinentaleuropa gelten eher klare gesetzliche Grundlagen. Deshalb hält der Gemeinderat im Bericht fest, niemand habe gegen die gesetzlichen Grundlagen verstossen. Der Gemeinderat hat mit den namhaften Bieler Uhrenfirmen und mit der Fédération horlogère gesprochen. Sie stellen sich auf den gleichen Standpunkt, was der Gemeinderat akzeptiert, weil es rechtlich korrekt ist. Zudem hatte der Gemeinderat diesbezüglich Kontakt mit den Gemeinden La-Chaux-de-Fonds und Grenchen, die der Stadt Biel strukturell am nächsten stehen. Die Situation dort ist die gleiche. Ich weiss deshalb nicht, was eine Umwandlung in ein Postulat bringen würde. Der Gemeinderat hat die verlangten Gespräche geführt, die Rechtslage ist klar, es gibt keinen Spielraum. Nach dem heutigen Entscheid der Nationalbank, die Stützung des Eurokurses aufzuheben, weiss ich auch nicht, mit welchem Geld die Uhrenindustrie eine Sanierung bezahlen sollte. Dieser Entscheid macht mir deutlich mehr Sorgen als die Radiumsanierung. Ich muss akzeptieren, dass Herr Bösch mit der Antwort auf seine Motion nicht zufrieden ist. Das ist eine persönliche Wertung, die ich verstehen kann. Aus Sicht des Gemeinderats, als Behörde, die sich an das Recht halten muss, ist jedoch keine andere Beurteilung möglich.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

6. Motion interpartis urgente 20140262, Reto Gugger, PBD, André Vuille, PPB, Monique Esseiva, PDC, Alfred Schor, UDF, Peter Bohnenblust, FDP, "Préserver la rue Centrale en tant qu'axe de liaison central"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 2)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion urgente sous forme de postulat et de le radier du rôle.

Gugger Reto, BDP: Die Motion verlangt, dass der Abschnitt der Zentralstrasse vor dem Kongresshaus in Fahrtrichtung Nord-Süd für den motorisierten Individualverkehr (MIV) befahrbar bleiben soll, auch nach der Oberflächenumgestaltung der Esplanade. Diese Lösung soll nicht nur ästhetischen Ansprüchen genügen, sondern auch der Bevölkerung dienen, ohne der Umwelt zu schaden. In der Begründung zur Motion wurden viele wichtige Punkte aufgeführt, so unter anderem, dass seit der Abstimmung zur Esplanade im Jahr 2011 neue Projekte aufgelegt wurden, wie beispielsweise die Sperrung der Verresiusstrasse vor dem Bahnhofplatz. Leider flossen die Punkte aus der Begründung nicht in die Antwort des Gemeinderats ein. Den MotionärInnen geht es nicht darum, die Begegnungszone bei der Esplanade zu verhindern. Es geht primär darum, die Lebensqualität in den umliegenden Quartieren zu sichern, mindestens so lange, bis der Westast der A5 in Betrieb ist. Was nützt eine fast verkehrsfreie Strasse vor dem Kongresshaus, wenn dafür die Murtenstrasse, die Güterstrasse und die Silbergasse unter der Verkehrslast kollabieren? Es darf nicht vergessen werden, dass schon bald auch der Verkehr, der bis jetzt noch vor dem Bahnhofplatz zirkuliert, in diese Achse einfließen wird. Wie kann den AnwohnerInnen der Kontroll- und der Schönistrasse erklärt werden, dass diese Verbindung halt nun vom MIV als Ausweichstrecke missbraucht wird? Mit dem Umweg über die Murtenstrasse, die Güterstrasse und die Silbergasse wird der MIV nicht aus der Stadt verschwinden, nein, er wird sogar noch dazu gezwungen, länger in der Stadt zu bleiben. Ist es ökologisch, hunderte Autos täglich zu einer Zusatzschleife zu zwingen? Mit dem Bremsen und Anfahren vor den Kreisel führt das zu einem namhaften Mehrverbrauch an Treibstoff. An einem Samstag in der Vorweihnachtszeit habe ich während einer halben Stunde die Autos gezählt, die in der in Zukunft verbotenen Fahrtrichtung vor dem Kongresshaus durchfahren. Es waren 130, obwohl laut Antwort des Gemeinderats die Bedeutung und Verkehrsbelastung der Zentralstrasse reduziert worden ist. Mit der Sperrung würde auch das Konfliktpotenzial zwischen den verschiedenen Verkehrsteilnehmenden zunehmen. Auf dem 300m langen Umweg queren sechs Fussgängerstreifen die Fahrbahn. In Biel kommt es regelmässig zu Unfällen zwischen FussgängerInnen und Fahrzeuglenkenden. Das sind also sechs unnötige zusätzliche Konfliktherde. Nicht zu vergessen sind auch die stärker befahrenen Kreisel, wo es immer wieder zu Unfällen mit Velofahrenden kommt. Wer denkt an die Bedürfnisse der KongresshausbesucherInnen mit eingeschränkter Mobilität, die heute direkt vor dem Haupteingang abgesetzt werden können? Dort befindet sich auch die Rampe für den Zugang zum Eingangsbereich. Wer denkt an die Anlässe im Kongresshaus, für die Waren, Instrumente und Verstärker angeliefert werden? Wer denkt an die Lieferwagen der Marktpolizei, die auch vor dem Kongresshaus verkehren? Wird das Projekt der Begegnungszone buchstabengetreu wie in der Abstimmungsvorlage vom April 2011 umgesetzt, dürfen auch sie nicht mehr vor das Kongresshaus fahren. Zurzeit gibt es in Biel viele Projekte, welche die Verkehrsströme nachhaltig

beeinflussen. Soll nun wirklich auch noch die letzte direkte Nord-Süd-Verbindung vom Jurafuss zur Stadtgrenze in Richtung Brugg ohne triftigen Grund aufgegeben werden, bevor die ganze Stadtumfahrung in Betrieb ist? Nein! Ich werde mich heute für diese letzte Verbindung einsetzen und hoffe, der Stadtrat kämpft mit. Die Begegnungszone vor dem Kongresshaus soll bis auf Weiteres für alle Verkehrsteilnehmenden befahrbar bleiben, so wie es in der Begegnungszone auf dem Zentralplatz seit Jahren problemlos funktioniert. **In diesem Sinn halten die MotionärInnen zum Wohl der Bevölkerung im Stadtzentrum an ihrer Motion fest.**

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: 130 voitures pendant une demi-heure, cela fait 4 voitures par minute, 1 voiture toutes les quinze secondes. Les habitants auront toujours accès à l'Esplanade avec notamment la construction et l'accès qui est prévu pour les parkings depuis la rue du Jura. Le Palais des Congrès restera accessible et lorsqu'on habite au Centre-ville, une voiture n'est en principe pas nécessaire. Donc, il ne faut pas peindre le Diable sur la muraille. Ce projet a été accepté par le peuple en pleine connaissance de cause. Il faut respecter cette décision. Toute cette zone s'inscrit dans un concept global de requalification du centre, dans un concept global de mobilité et de développement durable de notre agglomération. Pour toutes ces raisons le Groupe des Verts soutient la proposition du Conseil municipal.

Baltzer Niklaus, SP: Die Begegnungszone Esplanade soll ja erst entstehen. In Biel besteht die Tendenz, dass sich der MIV vor allem auf eine Hauptachse konzentriert. In einer grösseren Stadt ist das nicht optimal. Wird die Strasse vor dem Kongresshaus nicht verkehrsfrei, wird dort kaum eine Begegnungszone entstehen. Die Fussgänger müssten entlang dem ganzen Kongresshaus auf jeden Fall Vortritt haben. In Visp regeln Ampeln die Begegnungszone und lassen nur wenige Fahrzeuge passieren, was zu langen Wartezeiten führt. Solche Lösungen kann ich mir auch vorstellen. Trotzdem finde ich die Lösung des Gemeinderats sauberer.

Kaufmann Stefan, FDP: Der ganze innerstädtische Verkehr wird immer mehr auf die Achse Murtenstrasse - Silbergasse verlegt. Heute führt schon das geringste Hindernis wie beispielsweise ein auf der Neumarktstrasse parkierter Zügelwagen zu einem Verkehrskollaps. Die Begegnungszone am Zentralplatz funktioniert optimal. Nun soll aber dieser ganze Verkehr auch noch auf die Kreisel an der Murtenstrasse und der Silbergasse gelenkt werden, die nicht gross und heute schon schwierig befahrbar sind. Es gibt keine Entlastung. Aus meiner Sicht sollten keine Achsen geschlossen werden.

Güntensperger Nathan, GLP: Ich halte mich sehr häufig vor dem Kongresshaus oder auf der Silbergasse auf. Ich habe dort noch nie einen Verkehrskollaps gesehen. Über die von Herrn Kaufmann erwähnten Kreisel fahre ich jeden Tag und stelle keine Probleme oder heikle Situationen fest. Das Ausweichen über die Kontroll- und die Schönistrasse ist nicht attraktiv, weil es fast unmöglich ist, in den dichten Verkehr auf der Neumarktstrasse einzubiegen. Ich erachte die Sperrung vor dem Kongresshaus als nicht so schlimm. Beim Zentralplatz hat es juraseitig nicht mehr viel Verkehr, obschon diese Achse früher sicher als Hauptverbindungsachse geplant war.

Grupp Christoph, Grüne: Ich äussere mich nicht zum Inhalt dieser Motion sondern zu einem juristischen Aspekt. Dieser Vorstoss ist einer von mehreren Vorstössen von

der häufig gleichen Urheberschaft, die klar gefällte Entscheide in letzter Minute umstossen wollen. Mit diesem Vorgehen habe ich Mühe. Der Gegenstand der Vorlage, um die es in der Volksabstimmung ging, war der Umgang mit der Innenstadt. Es ist für mich unverständlich, dass jetzt an diesem Entscheid gerüttelt werden soll. In der Antwort des Gemeinderats vermisse ich eine juristische Einschätzung dieses Aspekts. Das Volk hat der vorgesehenen Planung zugestimmt. Ein grosser Teil der Ausführung ist schon erfolgt. Ein Volksentscheid kann vom Stadtrat nicht mit einer dringlichen Motion über den Haufen geworfen werden! Wo bliebe da die Planungssicherheit? Hinter der Sperrung der Strasse vor dem Kongresshaus steckt auch eine umgebende Verkehrsplanung. Ich finde dieses Vorgehen juristisch nicht legitim.

Bohnenblust Peter, FDP: Wer A sagt, muss nicht zwingend auch B sagen, wenn er erkennt, dass A falsch war. Soviel zum moralischen Aspekt. Zum rechtlichen Aspekt: Ich glaube, dass in jedem Beschlussesentwurf steht, dass von gewissen Punkten abgewichen werden kann, falls dies durch das Projekt notwendig wird. Der Hauptpunkt der fraglichen Volksvorlage waren die beiden grossen Plätze bei der Esplanade. Zwischen dem Kongresshaus und diesen Plätzen war eine Begegnungszone vorgesehen. Das Anliegen der Motion steht damit nicht in Widerspruch. Mit der heutigen Planung darf der ÖV diese Achse weiterhin nutzen. Mit einer grosszügigen Auslegung sollte es möglich sein, auch den MIV nicht auszuschliessen. In einem Leserbrief des Seniorenrats im Bieler Tagblatt vom 11. Dezember 2014 wurde beklagt, dass oft nicht an die älteren Personen gedacht wird. Die Verwaltung ist bei jedem Projekt aufgefordert, u.a. auch die Anliegen von älteren Personen zu berücksichtigen. Dazu braucht es keine Altersdelegierten. Gerade für ältere Personen ist es wichtig, dass sie weiterhin vor dem Kongresshaus anhalten und ein- und aussteigen können. Eine Begegnungszone wie auf dem Zentralplatz sollte möglich sein. Über den Plan von 2006 wurde nie abgestimmt, dieser ist also nicht sakrosankt.

Dillier Adrian, SVP: Herr Bohnenblust hat Recht: Wer A sagt, muss nicht ungedingt B sagen. Vor kurzem hat der Stadtrat die Neugestaltung des Bahnhofplatzes angenommen. Damit wurde ein neues Verkehrsproblem geschaffen, auf das jetzt reagiert werden muss. Die Verkehrsströme werden sich verändern. Die Rahmenbedingungen haben sich also verändert und damit sind die Grundlagen für einen neuen Entscheid gegeben.

Schwicker Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Besten Dank für diese Diskussion. Für die Anordnung von verkehrlichen Massnahmen und damit für die Sperrung der Strasse vor dem Kongresshaus ist der Gemeinderat zuständig, nicht der Stadtrat und auch nicht das Volk. Im Zusammenhang mit der Volksvorlage wurde über die aktuelle Planung und über die Sperrung des fraglichen Strassenabschnitts informiert. Der Entscheid, die Strasse zu sperren, ist allerdings juristisch nicht bindend. Für eine Änderung müssten aber überzeugende Gründe vorliegen. Der Gemeinderat hat das Anliegen der Motion dennoch nochmals geprüft. Herr Gugger hat beanstandet, der Gemeinderat gehe in der Beantwortung zu wenig auf die Argumente der Motion ein. Ich versuchte vor der Sitzung, dies mündlich nachzuholen. Trotzdem wird der Gemeinderat versuchen, sich in dieser Hinsicht zu bessern.

Nun zum Projekt selber: Bezüglich Verkehrssituation in der ganzen Stadt sind eine Gesamtsicht und ein Gesamtkonzept eminent wichtig. Dieses Gesamtkonzept besteht aus verschiedenen Teilen, die nicht alle gleichzeitig umgesetzt werden können. Der Gemeinderat arbeitet seit Jahren an dessen Realisierung. Dabei muss darauf geachtet werden, dass die einzelnen Schritte logisch bleiben. Strassen (beispielsweise die Silbergasse) und Verkehrsknoten wurden ausgebaut und angepasst. Dies immer mit einem übergeordneten Ziel. Die Verkehrssperrung vor dem Kongresshaus war dabei von Anfang an ein Element. Nun wird angeführt, mit dem Projekt zum Bahnhofplatz und der vorgesehenen Sperrung der Verresiusstrasse entstehe eine neue Situation und der ganze Perimeter solle nochmals überdacht werden. Die Sperrung der Verresiusstrasse ist aber keine neue Situation, sie war im Rahmen der verkehrlich flankierenden Massnahmen (vfM) schon immer vorgesehen. Auch sie ist Teil der Gesamtplanung und kein neues Element. Sie ist kompatibel mit der Schliessung der Zentralstrasse vor dem Kongresshaus, die ja in der einen Richtung bereits erfolgt ist. Im Zusammenhang mit der neuen Platzgestaltung Esplanade wird nun einfach noch die andere Richtung gesperrt. So kann der Platz schon optisch direkt an das Kongresshaus herangeführt werden.

Zu den Personen mit eingeschränkter Mobilität: Der Gemeinderat ist mit dem Seniorenrat in Kontakt. Direkt neben dem Kongresshaus, in der Güterstrasse, sollen Parkmöglichkeiten zum Ein- und Aussteigen entstehen. Dort gibt es bereits eine Rampe zum Kongresshauseingang. In der Güterstrasse ist ein Carparkplatz vorgesehen. Die Distanz zum Kongresshauseingang wird nicht grösser sein als heute. Zudem befindet sich der Eingang zum neuen Parking beinahe vis-à-vis des Kongresshauses. Das Anliegen wurde also nochmals geprüft und der Gemeinderat kam zum Schluss, dass die Sperrung der Zentralstrasse vor dem Kongresshaus eine sinnvolle verkehrliche Massnahme ist. Deshalb hoffe ich, dass der Stadtrat dem Antrag des Gemeinderats folgen kann.

Vote

sur la proposition des motionnaires de ne pas transformer la motion en postulat

La proposition est refusée.

7. Motion interpartis urgente 20140226, Peter Bohnenblust, FDP et Reto Gugger, PBD, "STADES: mise en place de caméras de surveillance dans les zones extérieures"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 3)

Le Conseil municipal propose d'adopter la motion sous forme de postulat et de le rejeter.

Bohnenblust Peter, FDP: Der Gemeinderat behauptet, der Vorstoss sei nicht motionsfähig, da das Anliegen in der ausschliesslichen Kompetenz des Gemeinderats liege. Wenn die Installation von Überwachungskameras mehr als CHF 300'000.-

kosten würde, wäre der Stadtrat dafür zuständig. Mit diesem Argument kann die vorliegende Motion deshalb nicht zu Fall gebracht werden. Eine solche Anlage könnte durchaus mehr als CHF 300'000.- kosten, weshalb eine Motion durchaus möglich ist.

Fünf Argumente widerlegen die Begründung des Gemeinderats:

1. Andernorts haben sich solche Überwachungsanlagen bewährt.
2. Sportclubs und Sicherheitspersonal würden eine solche Einrichtung begrüßen.
3. Solange die Kosten für die Installation von Überwachungskameras nicht bekannt sind, kann nicht argumentiert werden, der Aufwand sei übermässig.
4. Bereits in andern Gemeinden hat sich gezeigt, dass die Videoüberwachung des öffentlichen Raums sinnvoll sein kann.
5. Der Gemeinderat sagt richtig, dass eine Überwachung des öffentlichen Raums in der Innenstadt eine Grundsatzdiskussion bedinge. Vorliegend geht es aber um ein isoliertes Objekt, weshalb meiner Meinung nach einer Überwachung ohne Grundsatzdiskussion zugestimmt werden könnte.

Es geht um die objektive und subjektive Sicherheit und um die Einsparung von Kosten. Mit einer Videoüberwachung wäre weniger Überwachungspersonal nötig. Deshalb sollte dieser Motion auch unter dem finanziellen Aspekt zugestimmt werden.

Ich beantrage, die Motion aufrecht zu erhalten.

Ausburger-Brom Dana, Fraktion SP: Die Fraktion SP unterstützt diese Motion nicht. Das Anliegen liegt in der Kompetenz des Gemeinderats und ist nicht motionsfähig. Für die Kameras wären nicht die Betreiber zuständig. Die Fraktion SP findet es richtig, im Moment mit den getroffenen Sicherheitsmassnahmen zu fahren. Sollte sich später eine Videoüberwachung aufdrängen, kann sie immer noch installiert werden. Sie ist aber jetzt nicht zwingend notwendig. Ich habe auch schon mit Herr Eschmann über diese Problematik diskutiert. Anscheinend ist nicht die Identifikation der Hooligans das Problem. Die Randalisierenden sind bekannt. Es geht um die Umsetzung und um die im Ernstfall zu treffenden Massnahmen. Ich frage mich auch, wie brauchbar die Aufnahmen von Überwachungskameras überhaupt sind. Als Beweismittel können sie jedenfalls nicht herangezogen werden. Deshalb sieht die Fraktion SP zu wenig Nutzen in diesen Kameras. Leider werden in der Antwort die Kosten nicht aufgeführt. Diese hätten erlaubt, den Vorstoss noch etwas besser beurteilen zu können.

Bösch Andreas, Fraktion Grüne: Der Gemeinderat hat im Zusammenhang mit der Interpellation 20140045, Gugger, Bohnenblust «Sicherheitsfragen zu den „Stades de Bienne“» schon gesagt, die Überwachungskameras lägen in der ausschliesslichen Kompetenz der Gemeinderats. Deshalb fragt sich die Fraktion Grüne, weshalb diese Motion überhaupt eingereicht wurde. Die Fraktion Grüne möchte nicht, dass mit einer Videoüberwachung bei den Stadien ein Präjudiz geschaffen würde. Die Frage der Videoüberwachung muss gesamthaft betrachtet werden. Dazu ist eine Grundsatzdiskussion nötig. Für die Fraktion Grüne ist es unmöglich, einer Motion zuzustimmen, die nicht motionsfähig ist.

Wiher Max, GLP: Ich fände es problematisch, solche Sicherheitsmassnahmen auf Vorrat zu ergreifen. Prinzipiell bin ich aus Sicherheitsüberlegungen nicht gegen Videoüberwachung. Ich erachte sie für die Fans als zumutbarer als beispielsweise Alkoholverbote oder den Zwang, mit dem Zug anzureisen, beides Massnahmen, die

im Zusammenhang mit dem Hooligankonkordat leider beschlossen wurden. Als der EHC Biel aufstieg, kam es während einer oder zwei Saisons zu Problemen. Diese hingen wahrscheinlich damit zusammen, dass sich alle auf die neue Situation einstellen mussten. Seitens Klub und Polizei wurde sehr gut reagiert. In den letzten Jahren passierte nichts mehr. Und die neuen Stadien sind bei allenfalls wieder auftretenden Problemen besser gerüstet als die alten. Deshalb glaube ich nicht, dass Videokameras auf Vorrat installiert werden müssen.

Fischer Pascal, Die Eidgenossen: Videokameras in Stadien werden immer als Schutz vor randalierenden Fans betrachtet. Eine Überwachung des Aussenbereichs könnte auch ein Schutz am Bau sein. Immerhin hat sich die Stadt mit CHF 80 Mio. an den Gesamtkosten von CHF 300 Mio. für diese Stadien beteiligt. Chaoten können auch den Bau beschädigen. Wer zahlt das am Schluss? Die Videoüberwachung des Aussenbereichs muss nicht ständig von einem Polizisten überwacht werden. Wenn etwas passiert ist, kann die Polizei Nachforschungen machen. Danach werden die Bänder wieder überspielt. So ist das üblich.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Herr Bohnenblust, wenn Sie mir mitgeteilt hätten, dass die Kosten Sie interessieren hätte ich entsprechende Abklärungen tätigen können. Es ist noch nicht klar, wo Kameras nötig wären, und wie diese sinnvollerweise in ein Gesamtsystem eingebaut werden könnten. Die Kosten wurden auf ca. CHF 200'000 geschätzt. Die CTS überlegt sich, Videokameras zu installieren. Der Gemeinderat hält es für möglich, dass Videokameras dereinst für die Verbesserung der Sicherheit nötig werden. Heute ist aber noch nicht klar, wie sich die Stadien entwickeln werden. Deshalb ist es aus Sicht des Gemeinderats noch zu früh, diese CHF 200'000 zu investieren. Sollte sich eine Videoüberwachung zu einem späteren Zeitpunkt aufdrängen, könnte sie ohne grosse zusätzliche Kosten installiert werden. Es ist möglich, dass mit einer Videoüberwachung weniger Personal nötig wäre. Auch in dieser Hinsicht möchte der Gemeinderat die Entwicklung abwarten. Sollte es sich zeigen, dass tatsächlich eine Einsparung möglich wäre, müsste die Kostenrechnung neu gemacht werden. Überwachungskameras können eine präventive Wirkung haben. Das ist dann der Fall, wenn man ihnen nicht ausweichen kann. Der Gemeinderat ist der Meinung, der Vorstoss sei nicht motionsfähig. Zudem wäre es noch zu früh für diese Investition.

Bohnenblust Peter, FDP: Wenn die Sicherheitsdirektion die Kosten auf CHF 200'000.- schätzt, könnten es gerade so gut CHF 300'000.- sein und somit würde der Vorstoss motionsfähig. Punkt zwei der Motion zu erfüllen, dürfte aus zeitlichen Gründen bereits nicht mehr möglich sein. **Deshalb ziehe ich Punkt 2 zurück.**

Punkt 1 verlangt, dass die Vorbereitungsarbeiten getroffen werden, also primär Bewilligungen eingeholt werden. Wie dem Gemeinderat geht es mir darum, dass sofort gehandelt werden kann, sollte etwas passieren. Das Einholen aller Bewilligungen ist ein langwieriger Prozess, der aber noch keine Investitionen auslöst. **Deshalb beantrage ich, Punkt 1 als Postulat erheblich zu erklären, dieses aber nicht abzuschreiben.**

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Mit der Umwandlung in ein Postulat bestünde ein Prüfungsauftrag. Wenn ich Herrn Bohnenblust aber richtig verstanden habe, möchte er, dass der Gemeinderat tätig wird.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Je vous rappelle, que si l'intervention devient un postulat, le mandat ne peut plus que concerner un mandat d'examen. Ce n'est pas un mandat d'exécution parce qu'il s'agit d'un postulat et le postulat ne concerne plus que le premier point de l'intervention.

Le Groupe des Verts demande de radier du rôle le point 1 du postulat.

Donzé Pablo, au nom du Groupe Les Verts: Le Groupe des Verts demande de radier du rôle le point 1 de l'intervention.

Vote

- sur la proposition d'adopter le point 1 de la motion sous forme de postulat

La proposition est acceptée.

- sur la proposition du Groupe des Verts de radier du rôle le point 1 du postulat

La proposition est acceptée.

8. Motivation de l'urgence de l'interpellation 20150032 "Existe-t-il une base légale réglementant l'accès de personnes externes à l'Administration ?"

Baltzer Niklaus, SP: Es geht um die rechtliche Frage, wie der Zugang zur städtischen Verwaltung gehandhabt wird. Im Bericht Hubacher gibt es dazu eine seltsame Bemerkung. Es interessiert mich, was rechtlich korrekt ist. Weil diese Frage die Aufarbeitung des Berichts Hubacher betrifft, ist sie dringlich.

L'urgence est accordée.

9. Motivation de l'urgence du postulat 20150030 "CFF: retour au système de tickets d'attente !"

Moser Peter, FDP: Die Testphase bei den SBB läuft Ende Monat ab. Ich nehme an, dass sich die BielerInnen wünschen, dass sich der Gemeinderat für eine Wiedereinführung des Ticket-Systems einsetzt.

L'urgence est accordée.

10. Motivation de l'urgence du postulat 20150031 "Locaux scolaires en nombre suffisant"

Pittet Natasha, PRR: Ce postulat demande au Conseil municipal de s'assurer qu'il y ait assez de locaux scolaires en Ville de Bienne étant donné que les effectifs sont en augmentation et qu'il y aura de plus en plus de classes.

L'urgence est accordée.

Interruption de la séance: 20h15 - 21h15

11. Interpellation urgente 20140227, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, "Mandat cantonal pour l'antenne de l'intégration pour Bienne et sa région: qu'a fait la Direction de l'action sociale et de la sécurité (ASS)?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 4)

L'interpellante n'est pas satisfaite de la réponse.

Jean-Quartier Caroline, PSR: Je suis insatisfaite de la réponse du Conseil municipal. J'aimerais tout de même saluer l'énorme travail fourni par la Déléguée à l'intégration, pour obtenir l'antenne d'intégration pour la région Bienne-Seeland-Jura bernois. Cependant, je regrette vivement le manque d'engagement du Conseiller municipal en charge de l'affaire pour l'obtention du mandat cantonal ainsi que sa lenteur dans les échanges épistolaires avec le Canton. Comment se fait-il que le 31 janvier 2014 la Direction cantonale de la santé publique et de la prévoyance sociale (SAP) informe déjà qu'elle envisage de donner le mandat à Multimondo et de ne plus travailler directement avec la Ville? D'ailleurs, selon le tableau des arrêtés du Conseil municipal (pages 3 et 4 de la réponse), par rapport à la nouvelle Loi cantonale sur l'intégration (RSB 124.1), on remarque que sa mise en oeuvre a déjà été traitée au Conseil municipal, en mai et octobre 2013. Le Conseil municipal avait-il déjà l'intention de prendre en charge l'antenne d'intégration? En avait-il donc déjà informé le Canton ou a-t-il envisagé seulement le 5 mars 2014 d'écrire à la SAP pour faire connaître son intérêt pour l'antenne d'intégration? Déjà à fin janvier 2014, le Conseil municipal était au courant de la volonté de la SAP. Il a donc fallu un mois jusqu'à ce que la Ville réagisse et presque deux mois jusqu'à ce qu'elle envoie une lettre le 26 mars 2014. Je n'appelle pas cela travailler de manière adéquate dans l'intérêt de la Ville! Finalement, après un tel temps de réaction, la SAP a accepté que la Ville de Bienne propose deux concepts pour la mise en place de l'antenne d'intégration. Ceci en dix jours! Peut-être auriez-vous eu plus de temps si cet échange de courrier s'était fait plus rapidement? Ce laps de temps est extrêmement court pour établir des concepts réalistes. Je me pose la question de savoir si une demande de prolongation de délai de la part de la Ville de Bienne a été faite. Si oui, quel organe a fait la demande? Le Service de l'intégration, la Direction de l'ASS ou le Conseil municipal? Quels étaient les arguments avancés et quelle fût la réponse de la SAP?

En ce qui concerne le réseau régional, en lisant la réponse du Conseil municipal, j'ai constaté que le travail de réseautage a commencé uniquement en mars 2014.

N'aurait-il pas été judicieux de commencer plus tôt, afin d'avoir de meilleurs résultats? Monsieur le Conseiller municipal, avez-vous fait un travail de réseautage autre que la seule séance du 12 mars 2014? Vous êtes-vous investi personnellement et de façon intensive dans ce processus? À la séance du 12 mars 2014, quelles personnes étaient présentes? Les représentants de toutes les communes du Seeland étaient-elles présentes? Il est écrit, dans la réponse, qu'aucun intérêt plus grand pour une solution biennoise au lieu de Multimondo n'a été exprimé à cette occasion. Quels sont les arguments et raisons avancés par les participants pour ce peu d'intérêt? Avez-vous insisté sur les points forts de la Ville de Bienne ou avez-vous juste et peut-être de façon laconique informé de l'intérêt du Conseil municipal et de l'intérêt de la Ville, à tenir l'antenne d'intégration? Un travail de lobbysme plus important n'aurait-il pas aidé à influencer le choix du Canton? Je pense notamment aux communes du Jura bernois, qui ne sont pas citées dans la réponse. Avez-vous pris contact avec elles, par exemple par le biais de la Conférence des maires du Jura bernois? Le Conseil municipal ne pense-t-il pas que le lobbyisme envers le Jura bernois aurait été déterminant pour le choix du Canton? Le Conseil municipal aurait-il oublié, que le Jura bernois est un acteur important du Canton? Comment se fait-il que le Conseil municipal a répondu seulement le 27 août 2014 à la lettre du Conseil exécutif du 10 juin 2014? Je constate dans le tableau des arrêtés du Conseil municipal que le Conseil municipal a été informé de la réponse du Conseil exécutif seulement le 20 août 2014. Pourquoi si tardivement?

Les résultats de l'étude Ecoplan ont-ils été cités uniquement dans la lettre du 27 août 2014, donc une fois que la décision était tombée ou bien au préalable? N'auraient-ils pas dû être utilisés lors du travail de lobbysme afin d'obtenir le mandat pour l'antenne d'intégration? Suite à la décision du Canton, vu que le contrat de prestations avec Multimondo n'a pas été renouvelé, comment la Ville envisage-t-elle de mener à bien la collaboration avec cette institution? Pense-t-elle pouvoir encore influencer sur le travail fourni par l'antenne d'intégration? Avec toutes ces lacunes, ces pertes de temps et cette incapacité à gérer ce dossier, comment le Conseil-exécutif peut-il prendre au sérieux les demandes qui lui sont transmises et notamment celle de gérer l'antenne d'intégration? L'étape suivante est la mise en place du concept d'intégration prévu pour le début de cette année. Qu'en est-il du concept d'intégration qui devait sortir le 7 janvier 2015? Une fois de plus, rien ne fonctionne de façon optimale. Ce concept doit permettre de définir les tâches de chacun en matière d'intégration. Il doit aussi améliorer les conditions dans lesquelles le travail avec les différentes institutions partenaires se déroule.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Frau Jean-Quartier liess mir freundlicherweise einen grossen Teil der in ihrem Votum gestellten Fragen vorgängig zukommen. Nun wurden noch weitere Fragen gestellt. Ich hoffe, ich kann alle beantworten.

Vor einem Jahr diente das kantonale Integrationsgesetz als Grundlage für die Erarbeitung des Integrationskonzepts. Damals fehlte noch die Verordnung zum Integrationsgesetz. Trotzdem bewarb sich der Gemeinderat im Namen der Stadt Biel für das Mandat als kantonale Ansprechstelle für Integration. Die finanziellen Rahmenbedingungen, die zu erwartende Anzahl Gesuche oder die Schnittstellenregelung waren noch unklar. Deshalb konnte der Gemeinderat dieses Geschäft nicht schnell abschliessen. Der Gemeinderat wollte beim Kanton nicht nur

ein generelles Interesse bekunden. Vielmehr wollte er wissen, ob sich die Übernahme dieser Aufgabe lohnen würde oder ob dadurch neue Kosten auf die Stadt zukämen, die sie weder tragen will noch kann. Die Beantwortung dieser Fragen nahm einige Zeit in Anspruch. Der Gemeinderat liess sich schliesslich davon überzeugen, dass sich die Übernahme dieser Aufgabe für die Stadt lohnen könnte. Aufgrund der getätigten Abklärungen konnte ein entsprechender Brief an den Kanton aber erst spät abgeschickt werden. Der Gemeinderat kam zum Schluss, dass eine Angliederung der Ansprechstelle für Integration bei der Stadt vor allem organisatorische Vorteile hätte. Dadurch könnten Schnittstellen vermieden werden. Und die Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen involvierten Stellen würde einfacher, als wenn eine externe Organisation die fraglichen Integrationsaufgaben übernehme. Gemäss Ecoplan-Studie weist Biel aufgrund der vielen MigrantInnen eine besondere Situation auf. Deshalb wäre es für die Stadt wichtig, über eine optimale Struktur zu verfügen. In den Gesprächen mit der kantonalen Verwaltung wurde dieses wichtige Argument von Anfang an angeführt.

Zur Frage betreffend der relativ kurzen Frist zur Abgabe von zwei Konzepten: Es stimmt, dass die gesetzte Frist sehr kurz war. In der zur Verfügung stehenden Zeit können normalerweise keine stimmigen Konzepte erarbeitet werden. Die DSS hatte aber keine andere Wahl, weil klar war, dass das Integrationsgesetz ab 1. Januar 2015 umgesetzt würde. Der Kanton konnte nicht länger warten, weshalb auch der Stadt nicht mehr Zeit zur Verfügung stand. Der Kanton gab kein negatives Feedback zum von der Stadt eingereichten Konzept. Die Konzepte wurden dem Kanton erläutert. Grundsätzlich leuchteten dem Kanton die gemeinderätlichen Überlegungen ein. Es gibt also keine Anzeichen dafür, dass der Kanton mit der abgelieferten Arbeit nicht zufrieden gewesen wäre.

Die regionale Besprechung fand im Rahmen der Konferenz Gesundheit und Soziales statt. Die zuständigen VertreterInnen waren anwesend, allerdings nicht alle Gemeindevertretungen. Das wäre in der kurzen zur Verfügung stehenden Zeit auch nicht möglich gewesen. Die Aussengemeinden haben eine andere Interessenlage. Ob die Ansprechstelle die Stadt oder ein anderer Anbieter ist, spielt für sie weniger eine Rolle, denn für sie sind beides Drittanbieter. Mit dem damaligen Wissensstand war es praktisch unmöglich, den Aussengemeinden plausibel zu erklären, eine städtische Ansprechstelle wäre für sie besser. Die Verordnung lag damals noch nicht vor.

Zur Frage, weshalb die Stadt nach dem kantonalen Entscheid so lange brauchte, um zu reagieren: Aus Sicht des Gemeinderats bestand damals kein zeitlicher Druck mehr. Der Kanton hatte entschieden und der Gemeinderat hat diesen Entscheid akzeptiert. Ich bitte die Interpellantin, sich nochmals zu melden, wenn ich etwas Wichtiges vergessen habe.

Jean-Quartier Caroline, PSR: Monsieur le Conseiller municipal, peut-être vous ne saviez pas quoi dire aux communes, parce que vous ne vous êtes pas assez investi dans ce dossier. Quel travail de lobbying avez-vous fait pour ce dossier?

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Aufgrund der sich präsentierenden Ausgangslage hat der Gemeinderat kein weiteres Lobbying betrieben, weil die Stadt

gegenüber den Drittgemeinden keine besseren Argumente hatte als irgend ein anderer Anbieter.

12. Interpellation urgente 20140228, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, "Aide sociale: où en sont les mesures annoncées?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 5)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Hamdaoui Mohamed, au nom du Groupe socialiste: Le Groupe socialiste est malheureusement satisfait de la réponse du Conseil municipal. Je dis, malheureusement, car sa réponse confirme nos craintes. Nous avons des raisons de douter de l'efficacité de la Direction de l'action sociale et sécurité (ASS). Tout le monde dans cette Ville et dans cet hémicycle sait qu'il y a eu des problèmes de personnes et qu'il y a eu des conflits politiques. Mais le Groupe socialiste voulait en avoir le cœur net. Pour cette raison nous avons posé un certain nombre de questions précises, bien avant qu'il y ait eu des fuites à propos du rapport Hubacher, bien avant que l'essentiel de ce rapport ait été publié et bien avant que les conséquences soient connues. Les réponses du Conseil municipal sont affligeantes. Si les mêmes questions précises et non polémiques avaient été posées à la Mairie, à la Direction des finances, à la Direction des travaux publics ou à la Direction de la formation et de la culture, croyez-vous que la réponse aurait tenu en une seule petite page A4? Une page A4 pour faire le bilan de la moitié de la législature d'une Direction! Nous savons très bien, que la politique de l'ASS est très compliquée et que la marge de manoeuvre de la ville est étroite. Mais alors, il ne fallait pas leurrer la population en disant lors de la campagne électorale que la Ville de Bienne réussirait à baisser le taux de l'aide sociale, ce qui n'a jamais été l'ambition du Parti socialiste. Le Groupe socialiste attend que l'on tourne la page afin d'essayer de travailler en commun, en ayant des propositions concrètes pour trouver des solutions. Il y a sans doute des domaines dans lesquels il est possible d'améliorer la situation de la politique sociale de notre Ville. Dans notre interpellation, Monsieur Feurer, il n'y a pas la moindre acrimonie ou la moindre attaque contre votre personne. Le Groupe socialiste veut maintenant, si possible, travailler ensemble pour le bien public, pas seulement pour le bien de celles et ceux qui nous ont élu(e)s, mais aussi pour ceux et celles qui ne nous éliront jamais!

Frank Lena, Grüne: Die Fraktion Grüne ist erstaunt über diese Interpellation, insbesondere über die letzte Frage. Es ist erstaunlich, dass die SP so undifferenzierte Fragen stellt. Ich gehe davon aus, dass die Fraktion Grüne in die gleiche Richtung gehen möchte wie die Fraktion SP. Ziel muss sein, die Armut zu bekämpfen und nicht die Armen. Nicht die Armen sollen für eine falsche Fiskalpolitik bezahlen. Die Steuersenkungspolitik der letzten Jahre zu Gunsten der Reichsten ist keine nachhaltige Armutspolitik. Die Kantone und Gemeinden müssen dies nun finanziell ausbaden. Darunter leiden - notabene in einem Land, in dem es mehr Millionäre als Sozialhilfebeziehende gibt - die Ärmsten. Die Sozialhilfe sollte ein Auffangnetz sein für den Fall, dass alle Stricke reissen. Heute dient sie aber immer mehr als Dauereinrichtung zum Kaschieren von strukturellen Armutsrisiken. Sozialhilfe soll

nicht nur das physische Überleben sichern, sondern auch den Zugang zum gesellschaftlichen Leben ermöglichen. Wer das ablehnt, erschwert den Sozialhilfebeziehenden die Möglichkeit, auf eigenen Beinen zu stehen und ihre Würde zu behalten. Betroffene sollten in den Arbeitsmarkt reintegriert werden und die Möglichkeit erhalten, sich aktiv zu reintegrieren. Weiter braucht es für die nachhaltige Senkung der Sozialhilfequote genügend Jobs. Die Wirtschaft steht in der Pflicht. Momentan gibt es bei Weitem nicht genügend Arbeitsplätze. Anstatt wahre Armutsbekämpfung zu betreiben, werden lieber Diskussionen zu Struktur und Organisation der zuständigen Direktion geführt. Die Massnahmen, die aufgrund der Ecoplan-Studie vorgeschlagen wurden, dienen der Bekämpfung der Armen. Sie sind nicht nachhaltig und zielführend. So zum Beispiel die Schliessung der Asylzentren oder die Bezahlung der Mieten durch die Sozialhilfebeziehenden, ohne dass zusätzliches Personal angestellt wird. Dadurch werden die Probleme einfach in andere Gemeinden ausgelagert, oder es entsteht ein Teufelskreis. Ein Vorwurf besagt, dass die Massnahmen nicht umgesetzt werden. Der Vorwurf der Fraktion Grüne aber ist, dass die richtigen Massnahmen noch nicht gefunden wurden und dass nicht genügend Personalressourcen zur Verfügung gestellt werden.

Augsburger-Brom Dana, SP: Ich wurde im Biel-Bienne vom 14./15. Januar 2015 falsch zitiert. Es ist mir wichtig, dass der Stadtrat nicht das Gefühl erhält, die Fraktion SP wolle ihn an der Nase herumführen. Deshalb sage ich hier nochmals meine Meinung. Gegenüber dem Journalisten von Biel-Bienne durfte ich ganze zwei Sätze zur Meinung der Fraktion SP über die vorliegende Beantwortung sagen. Von diesen zwei Sätzen erschien kein Wort. Die abgedruckte Meinung ist die Meinung des Journalisten, die er unter meinem Namen veröffentlicht hat. Er nannte das Wort "Versöhnung". Das würde ihm noch passen, wenn nun eine Mutterfigur käme und sagen würde, alle sollten sich die Hand reichen, Frieden schliessen und alles Vorgefallene vergessen! Genau diesem Journalisten würde das in den Kram passen, denn gerade er hatte Einsicht in den vollständigen Bericht Hubacher, den er gar nicht hätte haben dürfen. Deshalb sage ich dem Stadtrat nun meine Meinung hier, denn es ist mir wichtig, dass wenigstens er sie kennt. Die Meinung der Fraktion SP zur Beantwortung hat Herr Hamdaoui bereits erläutert. Ich bin mit der Beantwortung nicht zufrieden. Es wurden konkrete Fragen zu Projekten gestellt. Geantwortet wird mit Phrasen wie "*verschiedene Projekte*", "*in Bearbeitung*", "*laufende*" oder "*zukünftige Projekte*". Konkrete Antworten sind ausgeblieben. Zudem sind die namentlich erwähnten Massnahmen wie diejenigen zur Fachstelle Arbeitsintegration, zur Ecoplan-Studie oder zur Umstellung der Mietzinszahlungen entweder direktionsübergreifend oder auf parlamentarische Vorstösse zurückzuführen. Die Fraktion SP visiert keine Versöhnung an, sie macht genau gleich weiter wie bisher. Sie will Aufklärung, wo nötig, sie will bei der Sache bleiben und keine sentimental oder emotionalen Ausweichmanöver starten.

Freuler Fritz, Grüne: Der Interpellant fragt hauptsächlich nach den Erfolgen der Direktion Soziales und Sicherheit (DSS) bezüglich Senkung der Sozialhilfequote. Der Gemeinderat geht auf die Fragestellung ein. Laut letzten Zählungen wurden in der Schweiz 257'000 Personen von der Sozialhilfe unterstützt, davon leben rund 6'000 in Biel. Kinder und Jugendliche haben nach wie vor das grösste Sozialhilferisiko. Seit 2005 nimmt aber auch das Sozialhilferisiko für über 45-jährige stetig zu. Landesweit ist die Sozialhilfequote gegenüber dem Vorjahr um 0,1% gestiegen. Dies sind einige neue Zahlen des Bundesamtes für Statistik, die kurz vor Weihnachten 2014 publiziert

wurden. Diese Meldungen sind nicht erfreulich. Die Kosten für die Sozialhilfe sind in den letzten Jahren ebenfalls angestiegen, in Biel auf rund CHF 80 Mio., schweizweit auf über CHF 2 Mrd.. Dies entspricht 0,4% des Bruttoinlandprodukts oder 1,6% der gesamten sozialen Aufwendungen in der Schweiz. Es ist sicher berechtigt, die Sozialhilfe als letztes Auffangnetz in unserer Gesellschaft breit zu diskutieren und wo nötig neuen gesellschaftlichen Verhältnissen anzupassen. Wer aber meint, der Sozialbereich oder die Sozialdienste der Gemeinden könnten die Sozialhilfequote massgeblich steuern, verfällt einem grossen Irrtum. Erstens muss zur Kenntnis genommen werden, dass die vorgelagerten Systeme einen wesentlichen Einfluss auf die Sozialhilfequote haben. Wenn z.B. die Arbeitslosenversicherung die Leistungsdauer kürzt oder die Invalidenversicherung ihre Diagnosekriterien ändert, sind logischerweise mehr Personen auf Sozialhilfe angewiesen. Auch Leistungen wie Ergänzungsleistungen für Working-Poor-Familien, wie sie einige Kantone eingeführt haben, beeinflussen die Sozialhilfequote. Zweitens ist die wirtschaftliche Entwicklung mit ihrem aktuellen Bedarf an Arbeitskräften der entscheidende Faktor. 1990 waren in Biel 213 Personen oder weniger als 0,5% erwerbslos. Danach stieg die Arbeitslosenquote in den 1990er-Jahren auf gegen 10%. 1997 betrug sie noch 8,1%, worauf sie sich kontinuierlich auf das Niveau von 2,6% im Jahr 2001 sank. Durch die folgende Rezession stieg sie bis 2003 wieder auf 6,1%. Seither ist sie wieder gesunken und bewegt sich zwischen 3% und 5%. Die Folgen der Finanzspekulation und die Auswirkungen des heutigen Entscheids der schweizerischen Nationalbank zur Aufhebung der Stützung des Eurokurses auf die Wirtschaft und insbesondere auf die Bieler Exportwirtschaft sind noch nicht bekannt. Mit wenigen Ausnahmen war die Arbeitslosenquote in Biel während der letzten 25 Jahre immer wesentlich höher als im schweizerischen Durchschnitt. In diesem Zeitrahmen hat sich die Sozialhilfequote stetig erhöht, und zwar nicht parallel zur wirtschaftlichen Konjunktur, sondern immer etwas zeitversetzt hinterher, so dass die Zeitungen jeweils titeln: *"Mehr Sozialhilfeempfänger trotz guter Konjunktur"*. Der Sozialdienst Biel und die DSS haben die Sozialhilfequote nicht verursacht. Sie sind nicht verantwortlich für die ausserordentliche Armut in Biel. Selbstverständlich hat die Sozialarbeit auch die Aufgabe, die Klienten dabei zu unterstützen...

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Monsieur Freuler, vous avez dépassé les cinq minutes...

Freuler Fritz, Grüne: ...sich wieder in die Berufswelt zu integrieren. Dies gelingt ihr auch immer wieder in Einzelfällen, aber auch nur dann, wenn die Wirtschaft kooperiert und in der Lage ist, Arbeitsplätze anzubieten. Weder die DSS noch die Sozialhilfe werden die Sozialhilfequote senken. Diesbezüglich sind alle gesellschaftlichen und sozial- und bildungspolitischen Instrumente und vor allem die Wirtschaft gefordert.

Bord Pascal, UDC: En lisant la réponse du Conseil municipal, je ne peux faire qu'un reproche à Monsieur Feurer: c'est d'avoir trop peu communiqué. Hormis le catalogue de mesures Ecoplan, divers projets ont été lancés ou achevés dans le domaine de compétences du Directeur de l'action sociale et sécurité. Toutes ces mesures ne sont pas du ressort de l'action sociale. Dans le domaine de l'intégration la Direction pourrait prendre davantage de mesures. Monsieur Feurer a commencé à proposer des changements, mais un cerbère a bloqué pas mal de choses. Maintenant le problème est réglé et les choses devraient avancer plus rapidement. Un changement

de la procédure de paiement des loyers, une proposition de crédit d'engagement concernant l'adjudication externe du contrôle de l'autorité sociale ainsi que le développement du Service spécialisé pour l'insertion professionnelle (SSIP) ont été inscrits à l'ordre du jour du Conseil municipal. A-t-on posé une question à Monsieur Fehr, de quelle manière l'économie est stimulée ou à Monsieur Némitz, au niveau de l'encouragement précoce? Comme tout le monde, je souhaite faire avancer le dossier et la meilleure manière de pouvoir le faire c'est d'aider Monsieur Feurer à trouver une personne responsable des services sociaux et un secrétaire de direction. Il y a eu assez de polémique au sein de la Ville de Bienne, maintenant les gens veulent que les choses avancent.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Besten Dank für diese engagierte Diskussion. Herr Hamdaoui sagte, die DSS sei ineffizient. Deshalb möchte ich den Stadtrat darüber informieren, was in den letzten zwei Jahren passiert ist. Zum Teil finden sich diese Informationen auch in der Beantwortung. Eine Organisationsentwicklung wurde angestossen, mit der der Sozialdienst neu ausgerichtet und fokussiert werden soll. Ein Schwerpunkt soll neu auf das Intake gelegt werden. Damit entfällt die bisherige Fachausrichtung, die durchaus auch ihre positiven Seiten und ihre Berechtigung hatte. Die Chancen für die Wiedereingliederung von Sozialhilfebeziehenden in das wirtschaftliche und soziale Leben steigen, je früher die Hilfe erfolgt. Deshalb legt die DSS ihren Fokus neu auf die erste Zeit nach der Dossiereröffnung. Diese Reorganisation kann nicht in zwei oder drei Wochen vollzogen werden. Sie braucht Zeit und Ressourcen, die bei der täglichen operativen Tätigkeit eingespart werden müssen. Gleichzeitig erfährt die Abteilung unter dem Titel "*Trends brechen*" eine neue methodische Ausrichtung. Dabei geht es unter anderem um Leistung und Gegenleistung. Es geht also nicht nur darum, den Sozialhilfebeziehenden Geld zu geben, sondern auch etwas einzufordern. Unter anderem werden Leistungsvereinbarungen abgeschlossen. Es war höchste Zeit, dies einzuführen. Seit einem Jahr ist die DSS daran, diese Massnahmen Schritt für Schritt umzusetzen. Der Rechtsdienst wurde verstärkt mit dem Ziel, Rechtsdienstleistungen professioneller einsetzen zu können. Dabei geht es auch um die Möglichkeit, wenn nötig den Rechtsweg zu beschreiten. Dazu braucht es aber entsprechende Ressourcen. Es geht aber auch um die Missbrauchsbekämpfung. Im Weiteren wurde durch die Firma BDO eine Analyse für eine Neuausrichtung der Fachstelle Arbeitsintegration (FAI) erarbeitet. Diese Analyse absorbierte das Personal während ungefähr zwei Wochen. Daraus resultierten Empfehlungen und Folgearbeiten, die umgesetzt werden mussten. Die Ecoplan-Studie wurde bereits erwähnt. Sie ist wichtig und betrifft nicht nur die DSS. Namentlich in der Abteilung Soziales löste sie Arbeit aus. Eine Sozialinspektorin wurde nach Biel geholt. Wie werden die Schnittstellen und Arbeitsflüsse zwischen der Abteilung Soziales und der Sozialinspektorin definiert? Wie wird das Feedback verarbeitet? Damit kam auch Arbeit auf die Abteilung Soziales zu. Die Umstellung bei den Mietzinszahlungen wurde erwähnt. Für die Abteilung Soziales war es am Einfachsten, die Mietzinse an die Vermieter zu bezahlen. Das kann mit einem Dauerauftrag erledigt werden. Nach der Umstellung muss die Sozialhilfe sicherstellen, dass die Sozialhilfebeziehenden das für die Miete vorgesehene Geld für die Miete verwenden. Wird dieser Mehraufwand nicht geleistet, stehen die Sozialhilfebeziehenden am Schluss auf der Strasse und Kanton und Stadt müssen sie trotzdem unterbringen, dann vielleicht in einem teuren Hotel. Das will die Stadt nicht. Die DSS hat also einige Arbeit geleistet. Herr Hamdaoui, ich schliesse mit Ihnen eine Wette ab: Wenn Sie in der

Stadtverwaltung eine Abteilung finden, die in den letzten zwei Jahren neben ihrer täglichen operativen Arbeit ähnlich viele strukturelle Änderungen zu bewältigen hatte wie die Abteilung Soziales haben Sie etwas zugezogen von mir.

13. Motion interpartis 20140132, Reto Gugger, PBD, Monique Esseiva, PDC, Leonhard Cadetg, FDP, Nathan Güntensperger, PVL, "Loyers conformes au marché pour les immeubles d'habitation municipaux"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 6)

Le Conseil municipal propose de transformer le point 1 de la motion en postulat et de le radier du rôle et de rejeter le point 2.

Gugger Reto, BDP: Entweder war der zweite Satz der vorliegenden Motion falsch formuliert oder er wurde falsch verstanden. Den MotionärInnen ist sehr wohl bewusst, dass bei den Wohnbaugenossenschaften nur der Baurechtszins verhandelbar ist und die effektiven Mietzinse nicht beeinflussbar sind. Die Überlegung war jedoch folgende: wenn die Präsidialdirektion oder die Direktion Soziales und Sicherheit aufgrund von diversen Überlegungen wünscht, dass der Baurechtszins für Wohnbaugenossenschaften unter das marktübliche Niveau zu stehen kommt, sollte dieser Nachlass der entsprechenden Direktion verrechnet werden, was mehr Klarheit über die Kosten der verschiedenen Direktionen brächte. Ansonsten sind die MotionärInnen mit den Schlussfolgerungen und dem Antrag des Gemeinderats einverstanden. Sie möchten aber von der Finanzdirektorin noch erfahren, wie weit die Verhandlungen mit den Wohnbaugenossenschaften fortgeschritten sind.

Steidle Silvia, directrice des finances: Tout d'abord, j'aimerais remercier les motionnaires pour leurs réflexions, qui visent à encourager des bons contribuables à venir s'établir dans notre Ville, par le biais d'une bonne offre en matière de logements. Le Conseil municipal suit également cette politique et mène des réflexions dans le cadre de l'assainissement durable des finances municipales. Bien entendu, la marge de manoeuvre n'est pas tellement grande. La Ville possède très peu de propres immeubles (env. 100). Les immeubles sont surtout acquis dans le but de développer des projets d'urbanisme ou pour permettre la réalisation de projets. Dans cet objectif, la Ville a acheté, l'année passée, une parcelle de terrain en vue de la réalisation du Campus Biel/Bienne sur l'aire "Feldschlössli".

En ce qui concerne l'influence de la Ville en matière de logements offerts par les coopératives de construction de logements, la question reste ouverte. Ce n'est malheureusement pas le Marketing de la Ville ou un autre département, qui est responsable mais bien la Direction des finances. Elle est en relation avec ces coopératives dans le cadre des contrats de droit de superficie respectifs. Une grande partie de ces contrats arrivent bientôt à échéance et des travaux sont en cours en vue de leur renouvellement. En effet, les coopératives de construction de logements possèdent avec quelques 4'500 unités un parc immobilier beaucoup plus important, près de 15% de l'offre en matière de logement et doivent également à l'avenir pouvoir offrir des logements de qualité. La Direction des finances peut agir sur cette offre, non pas par le biais de la politique des loyers, mais en agissant sur les contrats de droit

de superficie, en les encourageant à développer la qualité et la densification de l'offre et à développer des projets énergétiques. La Direction des finances mène également des réflexions dans le domaine des surfaces brutes de plancher. À l'avenir le calcul des droits de superficie se fera sur cette base. Des travaux sont également en cours et en bonne voie en ce qui concerne la révision des plans de zones et la classification des bâtiments. Pour ces raisons, je vous prie de suivre la proposition du Conseil municipal

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

14. Postulat 20140130, Sandra Schneider, Groupe UDC/Les Confédérés, "Signaler les intérêts!"

(Texte et réponse du Bureau du Conseil de ville, annexe n° 7)

Le Bureau du Conseil de ville propose de rejeter le postulat.

Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Während der Unterschriftensammlung zur Volksinitiative "200'000 Franken sind genug" sagten mir viele Bieler BürgerInnen ihre Meinung zur Bieler Politik. Mit dem Ansehen von Regierung und Parlament steht es nicht zum Besten. Die Bieler Politik erscheint intransparent. Die fehlende und lückenhafte Kommunikation in der "Affäre Reusser" zementierte dieses negative Bild noch. Die Bieler Bevölkerung weiss, dass in der Stadt einiges im Argen liegt. Sie erwartet vom Stadtrat, dass er Prioritäten setzt und Wünschenswertes von Notwendigem trennt. Laut Wochenzeitung Biel-Bienne sind mehr als die Hälfte der hier anwesenden Stadtratsmitglieder in einer Institution tätig, die von der Stadt subventioniert wird. Informationen über diese Verbindungen fehlen. Ehemalige Stadtratsmitglieder haben mir erzählt, dass früher direkt betroffene Ratsmitglieder in den Ausstand traten, wenn ein Geschäft, von dem "ihre" Institution betroffen war, zur Debatte stand. Heute wäre so etwas nicht mehr vorstellbar. Heute werden sogar Online-Wahlhilfen wie Smartvote nicht eingesetzt, weil einige Parteien ihre Standpunkte und Vorstellungen nicht offenlegen möchten. Der Stadtratssaal ist kein Pokertisch, die Karten müssen nicht verdeckt werden. Wenn der Stadtrat das Vertrauen der BürgerInnen wieder gewinnen möchte, muss er seine Interessenbindungen offen und ehrlich darlegen.

Dunning Samantha, au nom du Groupe socialiste: Moi, Samantha Dunning, Conseillère de ville, membre du Groupe socialiste, déclare mes intérêts. Je suis députée au Grand-Conseil bernois, membre de la Commission des institutions politiques et des relations extérieures, membre de la Députation francophone, membre du Comité directeur du PS du Canton de Berne et vice-présidente du PSR. Je suis également membre fondatrice du Parlement des jeunes de Bienne et co-présidente de l'Association Café Citoyens biennois. Le Groupe socialiste rejette clairement ce postulat, malgré son titre trompeur et populiste, car il ne va pas jusqu'au fond des choses. En effet, nous aurions volontiers soutenu ce postulat s'il s'agissait réellement de signaler tous les intérêts des Conseillers et Conseillères de ville. Malheureusement, l'intervenante souhaite que soient publiés uniquement les intérêts parlementaires en matière d'institutions bénéficiant de subsides de la Ville de

Bienne. Madame Schneider, n'êtes-vous pas intéressée à connaître les autres groupes d'intérêts (activités professionnelles, les fonctions au sein d'organes de direction, etc.), comme le prévoit la Confédération et le Grand Conseil bernois? Le Groupe socialiste se bat depuis longtemps pour la transparence politique. Par exemple, nous nous battons à chaque élection et votation, pour la transparence du financement des partis. Nous souhaitons donc vraiment que les intérêts soient signalés, mais alors dans leur ensemble. Par ce postulat Madame Schneider dénonce le combat des Conseillers et Conseillères de ville pour le maintien de subventions allouées à certaines institutions. Pour ces différentes raisons, le Groupe socialiste rejette le postulat, comme le préconise le Bureau du Conseil de ville.

Grupp Christoph, Grüne: Auf kantonaler und nationaler Ebene gibt es Regelungen zur Offenlegung der Interessenbindungen. Dabei geht es aber eigentlich um das Gegenteil des vorliegend Geforderten, das eigentlich eine Perversion des auf kantonaler und nationaler Ebene bereits Bestehenden ist. Dort geht es nämlich darum, dass insbesondere berufliche Verbindungen oder Verbindungen in Branchen- oder Berufsverbänden offengelegt werden. So sollen Lobbyaktivitäten aufgedeckt werden, aus welchen den Betroffenen auf lautere oder manchmal auch unlautere Art finanzielle Vorteile erwachsen könnten. Mit dem vorliegenden Postulat wird aber das Offenlegen von Interessenverbindungen gefordert, welche die Parlamentsmitglieder für das Gemeinwohl eingehen. Niemand tritt einem Verein bei, um sich persönlich zu bereichern. Vielmehr geht es um ein gesellschaftliches Engagement, das die Parlamentsmitglieder beispielsweise auch im Stadtrat erbringen. Ich habe kein Problem damit, diese Interessenverbindungen offenzulegen. Im Gegenteil, dafür bin ich ja gewählt. Die Mitglieder des Stadtrats sind Volks- und Interessenvertreter, das ist ihr Auftrag. Die Forderungen des Postulats pflücken einen kleinen Teil der Interessenverbindungen heraus, und zwar gerade die, die dem Ganzen gar nicht dienlich sind. Wenn schon müssten die beruflichen Interessenverbindungen aufgedeckt werden. Die Stadtratsmitglieder sind zumindest zu einem Teil öffentliche Personen. Natürlich darf die Bevölkerung wissen, ob Stadtratsmitglieder beispielsweise in einer Stiftung aktiv sind, die von der Stadt unterstützt wird. Daran ist nichts Verwerfliches. Es geht nur darum, dass die Stadtratsmitglieder gewählt sind, um ihre Interessen zu vertreten und in diesem Sinn zu politisieren. Deshalb kann die Fraktion Grüne auf keinen Fall auf dieses Postulat eingehen und sie empfiehlt, es nicht erheblich zu erklären.

Güntensperger Nathan, Fraktion GLP: Die Fraktion GLP unterstützt die Offenlegung von Interessenverbindungen grundsätzlich auf allen Ebenen der Politik. Sie findet es wichtig, dass nicht nur der Stadtrat weiss, wer in welchen Institutionen sitzt, sondern auch die Öffentlichkeit. Die Fraktion GLP geht davon aus, dass dies vielleicht auch vermehrt dazu führen könnte, dass Stadtratsmitglieder bei Geschäften, die eine durch sie vertretene Institution betreffen, in den Ausstand treten. Das fände ich wichtig. Schade an diesem Vorstoss findet auch die Fraktion GLP, dass die Offenlegungspflicht nur auf die Institutionen beschränkt werden soll, die städtische Subventionen beziehen. Die Fraktion ist der Meinung, alle Interessenbindungen sollten offengelegt werden. Somit ist das vorliegende Postulat für die Fraktion GLP leider nur ein 50%-Vorstoss. Da aber mit der Motion 20150038 «Transparente Interessenbindungen» bereits ein neuer, die fehlenden 50% auch abdeckender Vorstoss eingereicht wurde, sieht die Fraktion GLP nicht ganz ein, weshalb die Postulantin den vorliegenden Vorstoss aufrecht erhalten will. Wenn der neue

Vorstoss im Stadtrat diskutiert wird, erwarte ich aber Zustimmung auch von der linken Seite.

Hadorn Werner, Stadtratsbüro: Diese Angelegenheit betrifft nur den Stadtrat, weshalb die Beantwortung durch das Stadtratsbüro erfolgte. Es ist absolut normal, die Interessen offenzulegen. Es ist wichtig, dass die Stadtratsmitglieder ihre Interessen vertreten. Wichtiger aber ist, dass diese Interessenvertretung transparent ist. Auf Bundesebene oder auf kantonaler Ebene kann die Bevölkerung nicht die Funktionen aller Parlamentsmitglieder kennen. In Biel ist aber das Meiste bekannt, gerade bei den Wahlen. Vielleicht gibt es aber Verbindungen, die noch nicht so bekannt sind, ich denke gerade an die beruflichen. Unter Umständen könnten auch die religiösen Verbindungen interessieren. Die Liste der Interessenbindungen müsste aber auf aktuellem Stand gehalten werden. Wahrscheinlich müsste dafür der Personalbestand des Ratssekretariats verdoppelt werden. Das Stadtratsbüro ist der Meinung, es sei wichtiger, dass die Interessenbindungen beispielsweise im Wahlkampf kommuniziert werden, was von den Meisten auch gemacht wird. Das Stadtratsbüro findet ferner, dass sich der Aufwand in einer kleinen Stadt wie Biel nicht lohnt. Deshalb beantragt das Stadtratsbüro, das Postulat nicht erheblich zu erklären.

Vote

sur la proposition du Conseil municipal de rejeter le postulat

La proposition est acceptée.

15. Postulat 20140155, Daniel Hügli, SP, "Office de poste formateur bilingue à Bienne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 8)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: Monsieur Hügli ne fait plus partie du Conseil de ville et la parole n'est pas demandée.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

16. Postulat 20140129, Urs Känzig, Groupe Les Verts, "Améliorer la sécurité sur le chemin de l'école"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 9)

Le Conseil municipal propose d'adopter le postulat et de le radier du rôle.

Känzig Urs, Fraktion Grüne: Mit der Antwort des Gemeinderats bin ich einigermaßen zufrieden. Sie zeigt, dass der Gemeinderat sich der Problematik bewusst ist. Die Besetzung der vakanten Stelle der Leiterin Verkehr ist ein positives Zeichen. Neben einem klaren Auftrag braucht die Leiterin Verkehr auch die nötigen Kompetenzen und Ressourcen, sonst muss die Stelle nicht besetzt werden. Der Gemeinderat schreibt in seiner Antwort, dass er situativ und punktuell mit den knappen Ressourcen an der Verbesserung der Situation arbeitet und dass eine flächendeckende Analyse keinen grossen Mehrwert schaffe. Bezüglich dieser letzten Aussage bin ich anderer Meinung. Die Sicherheit direkt vor dem Schulhaus ist nur ein Aspekt des Themas Schulwegsicherheit. Mir geht es um die Sicherheit auf dem ganzen Schulweg. Dazu reicht eine punktuelle Betrachtungsweise nicht. Mit der Zustimmung zur Städteinitiative wurde ein erster Schritt gemacht. Darin heisst es zum Beispiel, dass die Bewältigung des Schulwegs zu Fuss oder mit dem Velo gefördert werden soll. Kinder und Jugendliche sollen den Schulweg selbstständig zurücklegen können. Dafür braucht es ein übergeordnetes Gesamtkonzept. Das macht Sinn, denn alle Massnahmen im Verkehrsnetz greifen ineinander über. Dazu gehören zum Beispiel auch die Ausgestaltung der Velo- und Fussgängernetze, der öffentliche Verkehr und nicht zuletzt die erst kürzlich im Stadtrat thematisierten verkehrlich flankierenden Massnahmen. Wenn den SchülerInnen ein erlebnis- und lehrreicher, vor allem aber sicherer Schulweg geboten werden soll, braucht es mehr als ein paar situative, punktuelle Massnahmen. Geben wir dem Thema deshalb die entsprechende Bedeutung und den dafür Verantwortlichen die nötigen Mittel!

Ogi Pierre, PSR: Tout le monde sait que la situation n'est pas idéale partout. Lors des réunions du Groupe socialiste, Monsieur Némitz affirme que la Direction des écoles fait le maximum et j'en suis persuadé. Je le crois, mais cela ne suffit pas. De temps en temps j'accompagne ma petite-fille à l'école qui se trouve à la rue Jakob à Boujean. Une partie du trottoir a été aménagée, mais dans la partie où les petits enfants de cinq ans doivent passer rien n'a été fait. D'un côté il y a un mur, de l'autre côté des voitures stationnées et les voitures ne peuvent pas croiser. Mon beau-fils a été touché au coude par le rétroviseur d'une voiture et ma petite-fille à la tête. À midi, tous les jours, un grand nombre de voitures passent dans cette rue. Cette circulation est effrayante et la situation n'est pas satisfaisante. J'avais déjà pensé déposer une motion pour construire un trottoir, mais je pense que lorsque le trottoir sera réalisé, ma petite-fille pourra elle-même conduire une voiture! Monsieur Némitz devrait une fois passer dans cette rue à 11h45. Je suis sûr qu'ensuite il fera une proposition dans les mois qui suivent pour améliorer cette situation.

Schwickert Barbara, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Beim vorliegenden Vorstoss geht es um Themen, die sowohl die Direktion Bau, Energie und Umwelt (BEU) als auch die Direktion Bildung, Kultur und Sport (BKS) betreffen. Da Herr Némitz nicht anwesend ist, gebe ich gerne Antwort. Im Vordergrund stehen die Kinder. Natürlich hat auch die BKS ein grosses Interesse an der Thematik. Sie

versucht mit weichen Massnahmen wie "Walk to school" zu bewirken, dass die Kinder weniger mit dem Auto zur Schule gefahren werden. Unterstützung bietet auch die Stadtplanung mit dem Velonetzplan. Der Bereich Verkehrssicherheit ist eine interdisziplinäre Aufgabe und es ist wichtig, die verschiedenen Aktivitäten aufeinander abzustimmen. Der Gemeinderat ist sich der angesprochenen Problematik bewusst. Aus verschiedenen Gründen wählte er aber den schrittweisen und situativen Weg. Mit den verschiedenen Betroffenen ist der Gemeinderat regelmässig in Kontakt und er ist froh, wenn ihm Problemsituationen wie z.B. diejenige, von der Herr Ogi eben gesprochen hat gemeldet werden. Ansprechpartner des Gemeinderats sind beispielsweise die Elternräte, die Schulen oder die Polizei. Mit ihnen wird regelmässig geprüft, wo es schwierige Situationen gibt und wo im Rahmen der Möglichkeiten interveniert werden kann. Sicher muss priorisiert werden. Jedes Jahr geht es etwas vorwärts. Einige Resultate werden in der Beantwortung genannt. Der Gemeinderat nimmt die Anliegen gerne auf und versucht, über die Direktionen hinweg auch konzeptionell zu arbeiten, so dass die situative Beurteilung immer mehr von einer Strategie mit einem etappiert vorausschauenden Handeln abgelöst werden kann.

La proposition du Conseil municipal n'est pas contestée par le Conseil de ville.

17. Interpellation 20140234, Hugo Rindlisbacher, Groupe UDC/Les Confédérés, "Location de bureaux et d'immeubles de la Ville de Bienne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 10)

L'interpellant n'est pas satisfait de la réponse.

Rindlisbacher Hugo, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung einer meiner sechs Fragen. Dass das Lokal im Volkshaus aus brandschutztechnischen Gründen nicht direkt zur Weitervermietung angeboten werden konnte, kann ich nachvollziehen. Dass sich daran aber seit über einem Jahr nichts geändert hat, verstehe ich nicht. Auch die Aussage des Gemeinderats, die Nutzungsstrategie habe zuerst angepasst und das Bauprojekt neu definiert werden müssen, ist nicht ganz nachvollziehbar. Sicher war es für den Gemeinderat schon von Anfang an klar, dass diese Lokalität für einen eventuellen Ersatz der Gäste- und Schalterinfrastruktur von Tourismus Biel/Bienne in Frage kommt. Die Idee ist gar nicht so abwegig. Als Steuerzahler kann ich die Aussage der CTS nicht verstehen, das Risiko eines Neins zur Volksabstimmung zum Bahnhofplatz könne in Kauf genommen und ein paar Monate, nämlich ungefähr 18, gewartet werden, um ein eventuelles Alternativszenario zu erarbeiten. Der Gemeinderat sagt, die Interpellation beziehe sich explizit auf das Lokal im Volkshaus, obschon der Titel der Interpellation «Vermietung von Räumlichkeiten und Liegenschaften der Stadt Biel» das Thema weiter fasste. Ich möchte gerne erfahren, welche Strategie die Liegenschaftsverwaltung verfolgt. Im Zusammenhang mit einer neuen Interpellation, die sich nicht explizit auf das Volkshaus bezieht, wird der Gemeinderat diese Fragen noch beantworten können. Mit der Antwort bin ich nicht zufrieden.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Wie Herr Rindlisbacher selber gesagt hat, werden die übergeordneten strategischen Fragen, welche die Abteilung Liegenschaften betreffen,

mit der Antwort auf die neu eingereichte Interpellation 20150034 «Vermietung von Räumlichkeiten und Liegenschaften der Stadt Biel» beantwortet. Bei der vorliegenden Interpellation ging es um ein Objekt der CTS, für dessen Vermietung nicht die Abteilung Liegenschaften zuständig ist. Die Stadt Biel vermietet im Rahmen des Leistungs- und Pachtvertrags, den der Stadtrat bestens kennt, unter anderem das ganze Volkshaus der CTS. Die CTS ist dafür verantwortlich, Mieter zu finden. Das Ladenlokal wurde in der Vergangenheit während Jahrzehnten von zwei Mietern genutzt. Danach hat eine der beiden Mietparteien gekündigt. Das wäre heute nicht mehr möglich. Eigentlich hätte nach der Kündigung des einen Mieters auch dem anderen gekündigt werden müssen. Es schien jedoch sinnvoll, dem verbleibenden Mieter den Raum noch zu lassen, soweit für den Bereich auf Seite Aarbergstrasse eine Folgelösung mit Tourismus Biel-Seeland und der Mobilitätszentrale der VB gefunden werden kann. Nach der Abstimmung zum Bahnhofplatz könnte dann die Umnutzung angegangen werden. Das scheint dem Gemeinderat eine legitime und sinnvolle Überlegung. Er ist überzeugt, dass die CTS im Gesamtinteresse gehandelt hat.

18. Interpellation 20140235, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, "Commercialisation de notre région touristique Biel/Bienne"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 11)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Fischer Pascal, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Der Gemeinderat sagt in seiner Einleitung, die Tourismusvermarktung erfolge nicht nur auf Ebene Stadt, sondern für die ganze Region Biel JuraTrois-lacs. Das erstaunt mich. Mit der Aareschiffahrt Biel-Solothurn, der Dreiseenfahrt, der Sankt-Petersinsel und der Twannbachschlucht hat die Region Biel ein recht grosses touristisches Potenzial. Ich danke dem Gemeinderat für die Beantwortung meiner Interpellation und hoffe, dass er der Tourismusvermarktung Biel-Seeland (TBS) trotzdem etwas Dampf macht, damit die Region touristisch besser vermarktet wird. Mit der Beantwortung bin ich zufrieden.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Die Vermarktung der Region geschieht jetzt über Jura Trois-lacs. Das ist die neue gemeinsame Marketing-Dachorganisation. Sie hat ihren Sitz in Biel. Biel hat sich vor drei Jahren gegen Neuenburg durchgesetzt. Darauf bin ich stolz. Das ist auch symbolisch wichtig. Jura Trois-lacs ist die grösste Tourismusregion der Schweiz, leider nur flächenmässig, nicht bezüglich Übernachtungen. Vor allem aber ist es eine zweisprachige Region, weshalb Biel natürlich der richtige Standort ist. Trotzdem ist die Zusammenarbeit mit Neuenburg gut. Das Bündeln der Mittel führte dazu, dass die Tourismusorganisation an nationalen Kampagnen mit zum Teil internationaler Ausstrahlung teilnimmt. Für Tourismus Biel-Seeland war das früher nicht möglich. Heute kümmert sich Tourismus Biel-Seeland noch um die Kundenbetreuung vor Ort. 2013 war das grosse Thema von Schweiz Tourismus «Wasser». Mit den drei Seen und der langen Wasserstrasse hatte Jura Trois-lacs eine hervorragende Präsenz und kam auch bei Messen in Frankreich oder Deutschland zum Zug. Ein Teil der Kundschaft kommt ja aus dem süddeutschen Raum und aus der Franche Comté. Kunden und Kundinnen aus der

Schweiz überwiegen allerdings. Leider kommt die ausländische Kundschaft eher aus Deutschland als aus Frankreich und bei den Schweizer Touristen sind es mehr Deutschschweizer als Welsche.

19. Interpellation 20140128, Pablo Donzé, Groupe Les Verts, "Gens du voyage"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 12)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Frank Lena, Grüne: Ich übernehme dieses Geschäft für Herrn Donzé, der die Sitzung leider vor der Pause krankheitshalber verlassen musste. Grundsätzlich ist die Fraktion Grüne mit der Beantwortung zufrieden. Dass der Standplatz an der Zürichstrasse ein Provisorium ist, ist akzeptabel. Trotzdem hofft die Fraktion Grüne, dass er nicht für immer ein Provisorium bleibt und dass sich die Verantwortlichen die heisse Kartoffel nicht immer weiterreichen. Die Fraktion Grüne nimmt positiv zur Kenntnis, dass der Gemeinderat sich beim Kanton für die Anliegen der Fahrenden eingesetzt hat. Sie hofft, dass der Kanton seinen Pflichten nun nachkommt.

Gugger Reto, BDP: Es würde mich interessieren, wie die Wohnwagen auf diesen Platz fahren oder ihn verlassen können. Wer bewegt die dort platzierten massiven Steinquader? Oder können die Wagen an ihnen vorbeifahren? Danke für eine Erklärung.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Diese Frage kann ich nicht beantworten, denn ich war noch nie dabei. Es stimmt aber, dass es sich um sehr grosse Felsbrocken handelt. Ich muss das abklären...

20. Interpellation 20140158, Daniel Hügli, SP, "Autonomisation récente d'ESB – Perte claire de clients"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 13)

L'interpellant est satisfait de la réponse.

Augsburger-Brom Dana, SP: Im Namen von Herrn Hügli kann ich mitteilen, dass er mit der Antwort zufrieden ist.

21. Motion urgente 20140264, Pascal Fischer, Groupe UDC/Les Confédérés, "Arborer les couleurs de Bienne à la faveur des nouveaux stades"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 14)

Le Conseil municipal propose de rejeter la motion.

Fischer Pascal, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Stadt hätte ein Zeichen setzen und zeigen können, wer und woher wir sind und wofür wir einstehen: für meine Stadt, meine Region, meinen Verein. Ich habe das Gefühl, der Gemeinderat schämte sich manchmal für unsere Stadt. Unglaublich finde ich, dass der Gemeinderat für die vorliegende Antwort vier Monate brauchte. "Dringlich" heisst, dass die Antwort nach drei Monaten auf dem Tisch liegen muss. Die aufgeführten Argumente kann ich nicht nachvollziehen. Die Beantwortung erfolgte im Einvernehmen mit der zukünftigen Betreiberin der Stadien, der CTS. Die CTS ist ein stadteigener Betrieb. Also hat der Gemeinderat allein geantwortet. Am 20. August 2014 hat sich der Gemeinderat mit der Bestellung von 7'900 anthrazitfarbenen Stühlen einverstanden erklärt. Damit war die Bestellung aber noch nicht erfolgt. Die Produktion der Sitze ging auch nicht am 21. August los, denn die Herstellerfirma braucht nicht fünf Monate, um ein paar Stühle zu produzieren und hatte wohl auch nicht nur die Bestellung der Stadt Biel zu bearbeiten. Mit ein bisschen gutem Willen wäre es möglich gewesen, ohne die in der Beantwortung befürchteten drei Monate Verspätung und CHF 1,7 Mio. Mehrauslagen auf das Anliegen meiner Motion einzugehen. Farbdifferenzen machen nicht CHF 215.- pro Stuhl aus. Wie kommt der Gemeinderat auf 7'900 Stühle? Laut UEFA2-Richtlinie muss ein Fussballstadion 5'000 Sitzplätze haben, das heisst, für den EHC würden gerade noch 2'900 Sitzplätze übrigbleiben. Ich bezweifle, dass sich der EHC damit einverstanden erklärt hat. Die Antwort des Gemeinderats ist eine Frechheit. Auf all meine Fragen werde ich keine Antwort mehr erhalten. Der Gemeinderat will nicht auf Anregungen eingehen, das hat er wieder einmal klar aufgezeigt. Deshalb will ich mich auch nicht weiter verschaukeln lassen und **ziehe meine Motion** unzufrieden **zurück**.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herr Fischer hat am 18. September 2014 einen dringlichen Vorstoss eingereicht. Zwei Monate nach der Einreichung muss die Beantwortung dem Stadtratspräsidenten vorliegen. Die Antwort ist mit 12. November 2014 datiert. Somit wurde die Frist eingehalten. Wann das Geschäft im Stadtrat behandelt wird, hängt unter anderem von dessen Geschäftslast ab. Im Weiteren schämt sich der Gemeinderat überhaupt nicht für die Stadt Biel. Ich schäme mich aber manchmal für gewisse Aussagen, die über die Stadt gemacht werden. Die Stades de Bienne sind eine tolle Anlage, welche sich Biel für seine Bevölkerung und seine Sportvereine leistet. Die Höhe der Investition liegt sicherlich an der oberen Grenze des Verkraftbaren. Das sollte nun nicht schlechtgeredet werden, nur weil die Stühle nicht farbig sind. Die Stades de Bienne sind zwar Heimstätten des FC und des EHC Biel, gleichzeitig aber auch eine multifunktionale Anlage, in der die verschiedensten Anlässe stattfinden können. Gerade Herrn Fischers Partei verlangt immer, dass die städtischen Anlagen so bewirtschaftet werden, dass das Defizit möglichst gering ausfällt. Bereits heute ist bekannt, dass in den Stades de Bienne eine Reitveranstaltung organisiert wird. Vielleicht wird auch wieder einmal die Generalversammlung der Swatch in Biel durchgeführt. Auch die Generalversammlung

der Raiffeisen fand jeweils im alten Eisstadion statt. Für einen würdigen Rahmen mussten aber jeweils die orangen Stühle mit schwarzen Tüchern abgedeckt werden. Das war ein grosser Aufwand. Damit die neue Anlage ohne unnötigen Aufwand multifunktional genutzt werden kann, sind die neuen Stühle antrazitfarben. Die Stades de Bienne stehen nicht nur den Fussball- und Eishockeyspielern zur Verfügung, sondern einem viel breiteren Publikum. Die Vereine, insbesondere der EHC Biel, haben sich mit dieser Lösung einverstanden erklärt, weil die Stadt die Gastronomie an die Firma "Stars of Sports" verpachtet hat, die den Sportvereinen nahe steht. Diese Firma hat die Möglichkeit, mit den erzielten Gewinnen die Vereine zu unterstützen. Die "Stars of Sports" kann mit einer multifunktionalen Anlage mehr Umsatz generieren und damit die Sportvereine stärker unterstützen. Alles hat seinen Sinn und wird von allen Beteiligten mitgetragen. Die von Herrn Fischer in einer unqualifizierten Art geäusserte Kritik weise ich zurück. Ich kann akzeptieren, dass er farbige Stühle besser gefunden hätte. Die Farbe kann aber auch von den Fans ins Stadion gebracht werden. Ich bin überzeugt, dass die vom Gemeinderat gefundene Lösung den Stades de Bienne den grösstmöglichen Nutzen bringt.

22. Interpellation urgente 20140261, Leonhard Cadetg et Peter Bohnenblust, FDP, "Quelle est la capacité d'action du directeur de l'action sociale?"

(Texte et réponse du Conseil municipal, voir annexe n° 15)

Les interpellants sont satisfaits de la réponse.

Cadetg Leonhard, FDP: Der Titel der Interpellation lautet: "Kann der Sozialhilfedirektor handeln?" Die Zusammenfassung der Antwort des Gemeinderats lautet: "Im Prinzip schon. Er hat aber eine schwierige Aufgabe mit beschränkten Ressourcen." Bis jetzt stellte der Sozialhilfedirektor keine konkreten Anträge an den Gemeinderat. So stellt er bezüglich der SKOS-Richtlinien, einem Anliegen, das ihm offenbar wichtig war, nur fest, dass er an sie gebunden ist. Er stellte dem Gemeinderat aber keine konkreten Anträge, beim Regierungsrat vorstellig zu werden, um die betreffende Verordnung zu ändern. Es erinnert sich wohl niemand an seinen Wahlkampf und schon gar nicht an die diesbezüglichen, kernigen Voten seiner Partei.

Ich möchte noch einige Bemerkungen zu den Antworten des Gemeinderats anbringen:

1. Der Begriff "*Armenjagd*" auf Seite 2 ist polemisch. Nach Lektüre der Argumentation wird klar, dass regionale Kommunikation notwendig ist. Bei den Mieten aber, welche die Sozialhilfeempfangenden neu selber bezahlen sollen, geht es um ganz normale Selbstständigkeit, die 3/4 der Sozialhilfeempfangenden erfahrungsgemäss wahrnehmen können. Es ist bekannt, dass die Vermietenden mit dem neuen System zurechtkommen, obschon es für sie unsicherer ist. Es geht um die Förderung der Selbstständigkeit und nicht um Jagd auf Menschen. Ich finde diesen Begriff inakzeptabel, selbst wenn er in Anführungszeichen steht.
2. In der Beantwortung der Frage 2 schreibt der Gemeinderat: "*Die personalrechtlichen Rahmenbedingungen lassen eine eigentliche wie anscheinend von den Interpellanten angedachte Anreizstruktur heute nicht zu.*" Meiner Meinung nach muss es sich aber nicht nur um positive Anreize handeln.

Auch in dieser Hinsicht hat der Direktor Soziales und Sicherheit keine konkreten Vorschläge eingebracht.

3. Die Anträge zu den SKOS-Richtlinien könnte ich in drei Stunden fertig schreiben, auch wenn ich danach noch fünf Arbeitstage brauchte, um meine Mitarbeitenden davon zu überzeugen, dass diese Vorschläge eine minimale Aussicht auf Erfolg haben. Nur mit einer kleinen Lobby lässt sich erreichen, dass gegen renitente Sozialhilfebeziehende vorgegangen werden kann. Dabei geht es nicht um "Jagd", sondern darum, alle Beteiligten vernünftig zu motivieren.
4. Herrn Feurer ist die DSS nicht von linker Seite aufgedrängt worden. Er wollte sie übernehmen. Wenn jemand diese Direktion übernimmt, nachdem er schon vor Amtsantritt gross angekündigt hat, was nach seiner Wahl alles ändern werde, würde ich erwarten, dass diese Person die versprochenen Änderungen rasch an die Hand nimmt und auch darüber spricht. Vielleicht würden die Versuche scheitern. Der Direktor oder die Direktorin könnte aber auch vom Stadtrat Unterstützung erhalten.
5. Alle Direktionen handeln mit beschränkten Ressourcen. Es gilt, Schwerpunkte zu setzen und das Personal hinter sich zu bringen. Das schaffte der Sozialdirektor nicht. Es gibt viele Massnahmen, die in der Direktion nicht umgesetzt werden müssen. Die Interpellanten sind dankbar, dass der Stadtpräsident dafür jetzt die Verantwortung übernimmt. Es fragt sich aber, wann der Stadtrat die Wirkung sehen wird. Mit Wirkung meine ich eine tatsächlich eine tiefere Sozialhilfequote. Das ist zugegebenermassen kompliziert.
6. Die durch die DSS erstellte Umsetzungsplanung ist sehr dürrtig und im Zusammenhang mit Frage 7 der Interpellation äusserst aufschlussreich.
7. Ich zitiere aus der Beantwortung von Frage 8: *"Gegenwärtig laufen im Auftrag der DSS verschiedene Abklärungen in der Abteilung, welche allenfalls Handlungsfelder des Gemeinderats zum Treffen von weiteren Massnahmen aufzeigen können."* Das wird mehr als zwei Jahre nach Amtsantritt gesagt, nach einem vollmundigen Wahlkampf, mit einer in diesem Bereich so sicheren Partei im Rücken.
8. In der letzten Antwort steht, der Stadtrat könne nicht helfen. So weit so gut. Dann erwarten die Interpellanten vom Gemeinderat endlich eine Wirkung, nämlich eine tiefere Sozialhilfequote.

Die Beantwortung dieser Interpellation hat nicht viel Neues aufgezeigt, weshalb die Interpellation wohl unnötig war. Das tut mir leid. Auch dieser Direktor Soziales und Sicherheit ist eine Zumutung. Mit der Beantwortung der Interpellation bin ich in diesem Sinn sehr zufrieden. Mit der Arbeit des Gemeinderats, insbesondere der des Direktors Soziales und Sicherheit, bin ich aber nicht zufrieden.

Bohnenblust Peter, FDP: Auch ich bin von der Antwort befriedigt, nicht aber von der Situation. Der Direktor Soziales und Sicherheit hätte handeln können. Aus den Antworten zu den Fragen 1 - 3 der Interpellation geht hervor, dass er nicht gehandelt hat. Er erteilte Frau Reusser keine Aufträge entsprechend der Ecoplan-Studie. Er legte dem Gemeinderat keine konkreten Massnahmen vor, wie die Sozialhilfequote gesenkt werden könnte. Er stellte auch keinen Antrag, in Biel die SKOS-Richtlinien abzuschaffen. Deshalb meine Frage an Herrn Feurer, ob er hinter den drei vom Gemeinderat vorgelegten Antworten steht. Ich habe meine zusätzlichen Fragen zur vorliegenden Interpellation vorgängig Herrn Feurer direkt zugestellt, nicht der Verwaltung. Vielleicht deshalb hatte Herr Feurer ansatzweise eine Antwort auf meine Frage zu den Kosten für die Videokameras. Ich danke für die Antwort zu Frage 7.

Mich interessierte die in der Ecoplan-Studie angetönte Planung. Die entsprechenden Unterlagen habe ich erhalten. Darin sind Massnahmen, Ziele, Stand, Zuständigkeiten, Datum und Bemerkungen aufgelistet. Die auf diesen fünf Seiten geleistete Arbeit finde ich gut. Leider ist das Papier nicht datiert. Offenbar wurde es im Juni vom Gemeinderat behandelt. Die Ecoplan-Studie wurde im Dezember 2013 verabschiedet. War das angesprochene Papier im Juni erstmals im Gemeinderat oder gab es weitere Papiere? In der Beantwortung steht, es bestehe der Auftrag, regelmässig über Stand und Umsetzung zu berichten. Gab es seit Juni kein weiteres Papier mehr?

Gonzalez Glenda, PSR: J'ai été interpellée par la réponse du Conseil municipal et je dois dire que je réagis à l'intervention de Monsieur Bord concernant l'interpellation urgente 20140228, Mohamed Hamdaoui, Groupe socialiste, "Aide sociale: où en sont les mesures annoncées?". Dans sa réponse, le Conseil municipal relève la difficulté de collaboration avec la Responsable du Département des affaires sociales (je présume que c'était le cerbère). Je pense qu'il est temps, maintenant, de passer à autre chose et de tourner la page, comme cela a déjà été dit et que le travail réalisé par la Département de l'action sociale doit maintenant aller de l'avant. Il est question de mesures concrètes, mais de quelles mesures s'agit-il? La liste dans la réponse à la 4ème question est la liste d'Ecoplan. Je n'y trouve pas de mesures concrètes relatives à notre ville, à la population et aux prestations possibles dans notre ville. Ce catalogue contient des mesures mixtes, qui relèvent pour la plupart de la responsabilité du Canton. Et finalement, je souhaiterais, Monsieur Feurer, de voir votre direction davantage dans les médias. Il a été dit que vous avez fait des erreurs par manque de communication. À mon sens, vous avez plutôt communiqué sur la fausse cible. Vous avez communiqué sur des difficultés inhérentes à l'organisation interne et à vos difficultés relationnelles avec votre personnel et non pas sur les mesures que la population attend finalement de vous.

Scherrer Martin, SVP: Herr Cadetg verlässt gerade den Saal. Wahrscheinlich war er auch während des Votums von Herrn Feurer zur Interpellation 20140228 draussen. Darin erklärte Herr Feurer nämlich, was er alles gemacht hat. Es ist hinlänglich bekannt, dass Herr Cadetg Herrn Feurer sofort nach Amtsantritt zu kritisieren begann. Kaum war der Bericht Hubacher veröffentlicht, verlangte er den Rücktritt von Herrn Feurer. Der nächste Gemeinderatswahlkampf ist erst in zwei Jahren. Ich nehme aber an, dass Herr Cadetg Herrn Feurer schon jetzt zum Rücktritt drängen will. Vielleicht wäre es besser, wenn er seine persönlichen Ambitionen nicht mit solchen Interpellationen unterstreicht, sondern den Wahlkampf abwartet.

Bohnenblust Peter, FDP: Die gestellten Fragen betreffen einerseits Herrn Feurer, andererseits aber auch den Gesamtgemeinderat. Deshalb ist es Herrn Scherrers subjektive Wahrnehmung, dass hier bereits Wahlkampf gemacht wird. Mir ging es um Transparenz. Ich möchte das Geschäft auf einer sachlichen Ebene behandeln.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich gebe gerne Auskunft zu den gestellten Fragen. Einmal mehr bin ich nicht sicher, ob ich die französischen Fragen vollständig verstanden habe. Ich beginne mit den Fragen von Herrn Bohnenblust: Die erste Frage war, ob ich hinter den Antworten zu den Fragen 1-3 der Interpellation stehen kann. Es ist nicht üblich, dass im Stadtrat die Diskussionen oder gar die Abstimmungsergebnisse der Gemeinderatssitzungen bekannt gegeben werden. Die

vorliegende Antwort ist die Antwort des Gesamtgemeinderats. Als solche wird sie hier von der zuständigen Direktion vertreten.

Das Herrn Bohnenblust ausgehändigte Papier betreffend Umsetzungsplanung datiert vom Juni 2014. Natürlich gab es bereits bei der Erarbeitung der Massnahmen ein erstes Papier, in dem die Zuständigkeiten, die konkreten Schritte und der Zeitplan festgehalten wurden. Im Juni erhielt die Direktion Sicherheit und Soziales (DSS) die Aufgabe, die Massnahmen zusammenzustellen und dem Gemeinderat Bericht zu erstatten. Die einzelnen Akteure, der Kanton oder die anderen Direktionen, sind für die Planung und Umsetzung der sie betreffenden Massnahmen selber verantwortlich. Im Dezember behandelte der Gemeinderat einen neuen Bericht. Es gibt also eine neuere Version, die Herrn Bohnenblust aber noch nicht zur Verfügung gestellt werden konnte, weil sie noch mit dem Kanton konsolidiert werden muss. Sie wird den Medien und der Öffentlichkeit im März vorgestellt. Vorher kann sie leider nicht herausgegeben werden. Über die verschiedenen getroffenen und umgesetzten Massnahmen wurde sehr wohl kommuniziert. Ich erinnere beispielsweise an die Sozialinspektorin oder die Organisationsentwicklung. Die DSS hat nie ein Geheimnis aus diesen Massnahmen gemacht. Sie wurden immer aktiv kommuniziert. Selbstverständlich kann aber immer die Frage gestellt werden, ob die Kommunikation noch besser hätte sein können.

Zur Frage betreffend "*Armenjagd*" glaube ich, dass ein Missverständnis vorliegt. Sicher sollen keine Menschen diskriminiert werden. Es ging in dieser Antwort aber auch nicht um die Umstellung der Mietzinszahlungen, sondern um die Festlegung der Mietzinshöhe. Diese will die DSS prüfen. Das Thema ist schon lange pendent. Es bringt aber nichts, diese Prüfung nur in Biel vorzunehmen. Vielmehr muss sie regional erfolgen, damit die Sozialhilfebeziehenden nicht einfach von einer Gemeinde in die nächste getrieben werden. Eine regionale Lösung ist anzustreben.

Allfällige Anreizsysteme für Mitarbeitende via Lohn- und Anstellungsbedingungen oder über das Personalreglement liegen in der Zuständigkeit der Präsidialdirektion. Darüber kann die DSS nicht selbst entscheiden. Es ist auch nicht üblich, dass sich Gemeinderatsmitglieder gegenseitig Aufträge erteilen oder sich gar in die Führung einer fremden Direktion einmischen. Das wäre auch nicht im Sinn eines guten Funktionierens der Exekutive.

Herr Cadetg sagte, er könnte die Anträge betreffend SKOS-Richtlinien relativ schnell formulieren. Das glaube ich ihm. Er hat aber auch erwähnt, dass es wichtig wäre, eine kleine Lobby zu haben, um in Bern eine Wirkung zu erzielen. Auch das stimmt. Eine kleine Lobby würde allerdings nicht ausreichen. Wenn in Bern eine Wirkung erzielt werden soll, braucht es mehr als eine kleine Lobby, mehr als irgendwelche Anträge. Ich kann nicht bloss mit politischen Deklarationen zum Regierungsrat gehen und denken, dieser falle vor mir auf die Knie. Vielmehr braucht es Fachwissen, das vorgängig bereitgestellt werden muss. Dazu ist eine gute Zusammenarbeit nötig. Die diesbezüglichen Probleme innerhalb der DSS sind allen bekannt. Trotz der schwierigen Zusammenarbeit konnte in den letzten zwei Jahren viel erreicht werden, wie ich bereits anlässlich der Beantwortung der Interpellation 20140228 sagte. Dafür bin ich sehr dankbar. Frau Reusser verdient meinen grossen Respekt und Dank für das, was sie zusammen mit der DSS trotz der grossen Schwierigkeiten umsetzen konnte. Der Gemeinderat hat das Thema auf kantonaler Ebene aufgegriffen und bleibt dran. Er muss auf allen Ebenen lobbyieren, auf der städtischen, der regionalen,

der interregionalen und der kantonalen. Das ist eine grosse und schwierige Aufgabe. Niemand kann vom Gemeinderat oder von den betroffenen Abteilungen erwarten, dass alles sofort erledigt wird. Es müssen Prioritäten gesetzt und ein Weg vorgezeichnet werden, auf dem dann in kleinen Schritten vorwärts gegangen werden kann. Auch in vier oder zehn Jahren wird die DSS dem Gemeinderat noch neue Ideen und Projekte zu diesem Thema vorschlagen. Nach zwei Jahren hat die DSS nun die Kraft, diese Thematik anzugehen, dies auch, weil der Gesamtgemeinderat dahinter steht.

Verstehen Sie mich nicht falsch, Herr Cadetg. Sie sind ein sehr kritischer Geist und ich schätze Ihre Kritik. Dank dieser Kritik wachten einzelne Personen in der Abteilung Soziales auf, was durchaus notwendig war. Es führte dazu, dass gerade bei der Reorganisation der Fachstelle Arbeitsintegration ein Prozess stattfindet, den es vielleicht ohne Ihre kritischen Worte so nicht gegeben hätte. Es braucht aber nicht nur Kritik, sondern auch Augenmass. Es nützt nichts, einfach in hektische Aktivität zu verfallen. Es gilt auch Verantwortung für die Mitarbeitenden wahrzunehmen. Als Direktor bin ich nicht nur für die Sozialhilfequote verantwortlich, sondern auch für meine Mitarbeitenden. Wenn ich mir vergegenwärtige, was in der DSS in den letzten zwei Jahren geändert hat, gehört es auch zu meiner Verantwortung, derzeit nicht erneut allzuviel aufs Mal zu verändern, sondern besser wohlproportioniert mit dem Ziel einer nachhaltigen Wirkung. Meine Mitarbeitenden sollen in einer Umgebung arbeiten, in der sie sich nicht immer neuen Forderungen gegenübergestellt sehen, sondern in der sie auch das bisher Erreichte in Ruhe umsetzen können. Herr Cadetg, das ist manchmal etwas schwieriger, als einen Blog mit unfairen, beleidigenden Äusserungen zu schreiben. Meine Verantwortung ist eine andere.

Freuler Fritz, Grüne: Der Direktor Soziales und Sicherheit ist in Biel die Sozialbehörde der Stadt und damit das Aufsichtsorgan des Sozialdienstes. Der Direktor Soziales und Sicherheit liess seine Dossierkontrollaufgabe durch den ehemaligen Finanzinspektor der Stadt Bern, Herrn Büschi, erledigen. Gestern stand im Bieler Tagblatt, dass der Bericht Büschi im Gemeinderat diskutiert und vollständig veröffentlicht werden soll. Stimmt das? Ist das nicht ein interner Bericht? Meines Erachtens geht es um eine Aufgabe, die der Direktor Soziales und Sicherheit an Herrn Büschi delegiert hat und nicht um einen Bericht zu Händen des Gemeinderats. Weshalb berichtet die Zeitung von gestern darüber? Ich verstehe diesen Ablauf nicht.

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Der extern vergebene Bericht über die Aufgaben der Abteilung Soziales liegt vor. Es liegt in der Kompetenz des Auftraggebers, den Bericht zu veröffentlichen. Wenn ich mich für eine Behandlung unter Ausschluss der Öffentlichkeit entschieden hätte, wäre die Herausgabe sicherlich verlangt worden. Deshalb entschied ich mich bereits vor einiger Zeit, transparent zu handeln und den Bericht Büschi nach Kenntnisnahme durch den Gemeinderat zu veröffentlichen. Das wird noch im Januar geschehen. Was die journalistische Arbeit betrifft und zur Frage, weshalb das Bieler Tagblatt darüber berichtet hat, muss ich Sie an den zuständigen Journalisten verweisen.

23. Motion d'ordre

Kaufmann Stefan, FDP: In Anbetracht der Traktandenliste, die noch zwei, drei gewichtige Themen beinhaltet und der fortgeschrittenen Zeit **beantrage ich Sitzungsabbruch**. Vielleicht braucht der Stadtrat halt im Februar eine Doppelsitzung, um die Traktandenliste abzuarbeiten...

Vote

sur la motion d'ordre de Monsieur Kaufmann

La motion d'ordre est acceptée.

Suter Daniel, président du Conseil de ville: De ce fait la séance est close et je vous souhaite une bonne nuit.

24. Nouvelles interventions

20150030	Dringliches Postulat Peter Moser, FDP SBB: zurück zum Ticketsystem! CFF: retour au système de tickets d'attente !	PRA
20150031	Postulat urgent Natasha Pittet, PRR Locaux scolaires en nombre suffisant Schulräume in genügender Anzahl	TEE FCS DFI MAI
20150032	Dringliche Interpellation Niklaus Baltzer, Fraktion SP Gibt es eine rechtliche Basis für Zutritte Fremder zur Verwaltung? Existe-t-il une base légale réglementant l'accès de personnes externes à l'Administration ?	DSS STK
20150033	Motion Ruth Tennenbaum, Passerelle Sitzungsgelder und Entschädigungen an die Stadtratsmitglieder Jetons de présence et indemnités pour les membres du Conseil de ville	SRB GR
20150034	Interpellation Hugo Rindlisbacher, Fraktion SVP/Die Eidgenossen Vermietung von Räumlichkeiten und Liegenschaften der Stadt Biel Locations d'immeubles et de locaux municipaux	FID BEU BKS PRA
20150035	Überparteiliches Postulat Sandra Gurtner-Oesch, GLP und Natasha Pittet, PRR Betreuungsgutscheine für die familienergänzende Kinderbetreuung im Vorschulalter Bons de garde pour l'encadrement extrafamilial d'enfants d'âge préscolaire	BKS FID DSS
20150036	Postulat Salome Strobel, Fraktion SP Die vollständige Kompensation der Steuerausfälle durch die Unternehmenssteuerreform III muss gesetzlich gesichert sein! La compensation intégrale des pertes fiscales dues à la réforme de l'imposition des entreprises III doit être garantie par la loi !	FID
20150037	Interpellation Niklaus Baltzer, Fraktion SP Wahlvoraussetzung für Kommissionsmitglieder: Welches sind die Wahlvoraussetzungen für die Kommissionsmitglieder? Quelles sont les conditions préalables à l'élection de membres de commissions ?	STK BKS

**20150038 Motion Dennis Briechle, GLP, Sandra Schneider, SVP SRB
und Reto Gugger, BDP**

Transparente Interessenbindungen
Indication transparente des intérêts

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 23.25 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Daniel Suter

La secrétaire parlementaire / Die Ratssekretärin:

Regula Klemmer

Protokoll:

Katrin Meister

Lilian Stähli

Procès-verbal:

Simone Bonjour

Claire-Lise Kirchhof